



PARIS, NIMES, AVIGNON : L'IMMIGRATION EN FAITS DIVERS

n° 50 • 5,00 FF.

Semaine du 19 au 26 février 1982

SANS FRONTIÈRES

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde



SYRIE :
LE CLAN DES « ALAOUITES »

Jusqu'à quand ?

A LA UNE

Syrie : le clan des « Alaouites » jusqu'à quand ? Page 3

ICI ET LA

Paris, Nîmes, Avignon : l'immigration en faits divers P. 4

Les saisonniers entre la misère et les critères Page 4 et 5

Clichy, la mort d'un homme : les 39 heures et les vacances Page 6

Grève au restaurant « les deux byzantins ». Du riffifi à Montmartre Page 8

SUD-SUD

Turquie : le lourd bilan de la répression Page 9

Salvador, USA : les mains sales Page 10 et 11

Les Antilles, huit mois après ... Page 12

Guinée : la révolution trahie Page 13

CULTURE

A l'écoute des traditions musicales Page 15

Cinéma : vers le Sud, un voyage dans l'autre sens Page 17

sans frontière

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBLAID
Joël BOULARD
Abdel BOUAKRA
Saïd BOUZIRI
Peira CAVA
Méjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMAN
Maria KALALOBÉ
Daniel LACERDA
Mustapha MOHA
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA

Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJOHEYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Eduardo OLIVARES
PACO
Leïla SEBBAR
Marc WEITZMAN
Hassan ZEROUAL
Fowzia ZOUAOUI

PUBLICITE

Habib ARFAOUI
Leïla HADAD

ABONNEMENTS

Ali MAJRI
NOURREDINE

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°
Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Montreuil



Réponses à A. Boucherit

C'est votre devoir d'homme de vous taire

Que M^r Boucherit Abdelaziz se mêle de prendre si sagement la défense des femmes arabes, de leur dire que « c'est notre devoir de femme d'agir » est très significatif sur le refus de mettre en question la dépendance de la femme par rapport à sa famille (au moins, il a eu la pudeur ... et surtout la démagogie de ne pas parler du mari).

Leïla Sebbar est une fausse femme arabe, selon ce brave monsieur, qui fonction d'onde-qui-sait-tout-et qui-attellement-vu-d'horreurs. M^r Abdelaziz a tellement l'habitude de parler au nom des femmes, qu'il sait tout sur les femmes, donc tout sur Leïla Sebbar.

Leïla Sebbar est de mère française de la France ? Elle a même le culot d'être une Algérienne qui n'éprouve pas la nostalgie du pays !!! Comment peut-on avoir la nostalgie d'un pays dont l'image qui vous marque le plus est l'écrasement, l'étouffement et non la joie de vivre ? Et puis, franchement, étant en pleine période de valorisation du sentiment de solidarité, si quelqu'un peut-être, logiquement et cordialement solidaire d'autres femmes, ce quelqu'un ne peut être qu'une quelqu'une, fut-elle l'horrible Leïla Sebbar. M^r

Abdelaziz ne peut connaître les femmes, ne serait-ce même qu'une seule femme : il est perché là-haut sur son trône de mâle (= mal ?) de temps à autres, il descend à lui jeter un coup d'oeil. histoire de voir si la machine continue à bien fonctionner. Alors, je vous en prie, M. Abdelaziz, parler au moins de choses (la femme étant un outil productif pour vous) que vous connaissez à fond. Je ne suis pas musulmane, je ne suis pas arabe, je ne suis qu'une femme immigrée, et moi, plus que vous, j'ai le droit de conseiller, ou du moins de montrer à nos consœurs qu'une autre vie est possible.

La vie que des millions d'Abdelaziz ont réservé et continuent à réserver aux femmes est-elle meilleure que celle « des filles essentiellement arabes, contraintes de voler pour se payer leur dose de drogue ? »

A qui la faute, si ces jeunes filles et ces femmes, une fois qu'elles ont fugué, et qu'elles ont osé vivre, sans la famille

et sans le mari, ont trouvé la drogue comme moyen d'introduction et comme échappatoire à ce monde inconnu qu'est celui de l'indépendance ? Qui sont ces gens, ces fameux frères qui ont agi, et continuent à agir de telle sorte que les femmes soient paumées dans ce monde ?

Vous croyez, M^r Abdelaziz, que leur vie, plus exactement végétative, est si agréable que ça ? Vous me répondez que vous n'en avez rien à foutre du moment que vous, vous y trouvez votre plaisir, et votre confort mental et intellectuel (tant qu'elles sont là pour perpétrer la culture et la race ... Nous parlons de la race aryenne, déjà ?)

Votre raisonnement se traduit par : fugueuse : droguée. Ça me fait penser à France-Soir ... Vous devriez lire le *Parisien Libéré*, plutôt que *Sans Frontière* ! Enfin, à chacun ses lectures. Pourquoi les fugues ? Ça, mon petit vieux, vous vous en moquez, hein ? Moi, à votre place, je prendrais ça

au sérieux. S'il y a tant de fugues (il y a 10 ans, c'était impensable), c'est que ces fugueuses se sont rendu compte, que dans votre idéologie, quelque chose cloche : elles sont conscientes ! La conscience politique, oui ! La conscience sociale et culturelle, non ! Pauvre M^r Abdelaziz ! Tu voulais des passionaria, tu ne voulais pas des Leïla Sebbar.

Si on remet en question, le fait que la personnalité (eh oui, ça existe, ce truc !) de la femme musulmane, ne puisse s'exprimer par toi, Abdelaziz, et en toi et en ta descendance, où va le monde, hein ? Ce qui m'a fait marrer, dans le courrier des lecteurs, de SF vendredi 12 février, est que M^r Abdelaziz, ait daigné répondre, ne serait-ce qu'indirectement, à une femme, fut-elle Leïla Sebbar. Avoue qu'elle te fait peur, Leïla : elle est dangereuse, cette bonne femme, hein ? Si toutes les Leïla et les futures Leïla se donnaient la main ...

Rakotondrainibe Danielle

P.S. : psst ... Abdelaziz. Si une femme frappe à ma porte et me demande de l'aide, sois-sûr, M^r Abdelaziz, que je ne lui lancerai pas la porte au nez : au contraire, je l'aiderai à découvrir, nous découvrirons toutes ensemble ce nouveau monde drogué par ... la liberté.

Pourquoi «à quoi bon ?»

Bonjour vous tous,

Bon, chais pas bien par où commencer ... ceci est une « réponse » à Boucherit Abdelaziz ... :

Cher homme libre ...

J'ai lu ta lettre jusqu'au bout comme fascinée, puis j'ai haussé les épaules « Bof ! qu'il aille se faire cuire un oeuf » J'ai fait autre choses, puis comme malgré moi : « et merde ! qu'est-ce que c'est cette inertie ? Pourquoi toujours « à quoi bon ? » Alors, j'acris même si je ne fais qu'enculer les mouches ...

Kezaco ? mon bon monsieur. Comment sais-tu comment les femmes entendent Leïla Sebbar. Pour le plat de merde que tu nous ser, je passe... Mais faut que je dise que ce n'est que de la merde car ce qui est grave, c'est que tu en doutes, même pas et que moi j'ai rasle-bol de laisser passer ... Moi, je peux te prouver que mon père aussi bien que ma mère sont algériens, très croyants, j'ai même été à la « Medersa » avant qu'on ne nous foute dehors et qu'elle soit transformée en « SAS » et crois moi, j'ai appris. C'est justement « l'atmosphère pure ... etc » qui m'a fait fuir et l'Algérie, et moi-même.

Y'a Dame Flemme qu'est la plus forte, à quoi sert d'en mettre des tartines ? La prochaine fois, ya Habibi, souviens-toi de nos coutumes et nos vieux et sages proverbes « avant de parler, faut tourner sept fois sa langue dans sa bouche » Car c'est grave !

Kheïra Mohammedi



**Le régime
qui se veut
« pur et dur »**

Syrie : le clan des « Alaouites »

JUSQU'À QUAND ?

Un grand point d'interrogation est porté sur la situation en Syrie. Dès le début de l'année, l'annexion du Golan par le gouvernement Beghin mettait de nouveau le régime syrien dans l'incapacité de répondre autrement que par les slogans habituels.

Tant dans les instances internationales (ONU) que dans les instances « nationales » (Ligue Arabe), la Syrie n'a pas pu obtenir une quelconque satisfaction à proposer à un peuple déjà passablement humilié.

C'est dans ces conditions qu'intervient l'occupation de la ville de Hama par des éléments « intégristes », qui ont déjà fait beaucoup parler d'eux.

Leur opposition au régime de Assad s'est durcie depuis quelques années. Dans une première étape, ils ont cherché à travers des attentats individuels à faire parler d'eux et à montrer à l'opinion publique intérieure et extérieure leur détermination à abattre un régime qui ne laisse à aucune opposition d'aucune sorte la moindre possibilité d'expression.

Un régime qui se veut « pur et dur » et qui n'a fait qu'engendrer une opposition violente. Au « terrorisme d'état » du régime correspond un « terrorisme » de l'opposition armée des « frères musulmans ».

La ville de Hama est restée occupée des jours durant, par des groupes armés. Plusieurs milliers de soldats appuyés par des chars et l'artillerie de campagne ont ratissé la ville. L'opposition veut montrer ainsi sa détermination.

Le mouvement n'a cependant pas fait tâche d'huile dans le reste du pays. Le mouvement est resté circonscrit dans la ville de Hama (nord de la Syrie à 200 km de Damas). Que le projet politique des « frères musulmans » n'ait rien d'attrayant, cela commence à se savoir un peu partout. Il n'est qu'à rappeler l'éditorial du « Times » du lundi dernier pour s'en convaincre.

« La pensée d'un autre Khomeiny à Damas, écrit le journal, suffit à faire passer des frissons aussi bien dans l'échine des arabes que dans celle des occidentaux ».

Pendant ce temps, comme dans une autre planète, la population druze (13 000 habitants) du Golan poursuivait sa « grève illimitée » pour la libération de quatre personnalités druzes arrêtées vendredi dernier par les autorités israéliennes et contre l'annexion du Golan par Israël.

Un combat pacifique, un autre qui l'est moins à l'intérieur même du pays. Le silence des intellectuels et des démocrates de ce pays est à l'image de la situation bloquée. Seul le bruit des armes nous atteint. Il est vraiment illusoire d'espérer autre chose. L'intransigeance des uns (Israël), lié à l'imbécillité politique des autres ne laisse place à aucune autre alternative.

La voie des frères musulmans est certes aussi une voie bloquée qui ne mène nulle part, mais elle est néanmoins le changement en Syrie. à l'heure actuelle. Dans l'espoir qu'il en sortira autre chose que ce que nous vivons en Iran.

M.A.



Cette initiative des autorités américaines que le gouvernement Syrien a qualifié « d'ingérence flagrante dans les affaires intérieures Syriennes » fut aussitôt accompagnée d'un communiqué du « commandement de la révolution islamique » publié à Bonn. Cette instance, principal organe dirigeant des frères musulmans en Syrie annonçait que Hama « avait été libérée par les Moudjahidines ».

Pour sa part, le gouvernement syrien a fait mention quant à lui d'une opération de police à Hama, « des perquisitions dans des nids de la bande des frères musulmans stipendiés ».

Quelque puissent être les suppositions, les assimilations qui ne manquent pas de découler des

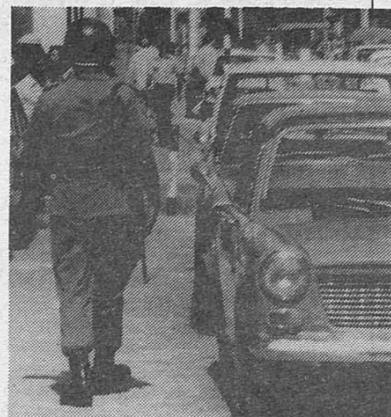
De « graves troubles » ont éclaté en Syrie à Hama. De violents combats entre les forces gouvernementales et un nombre inconnu d'opposants auraient commencé le 2 février et se poursuivaient encore mercredi dernier. Telles sont les « révélations » faites par le département d'état américain.

syrie, ceux-là vivent sur une autre galaxie ». Questionné sur les informations faisant état de la découverte d'un complot suivi de l'exécution d'une cinquantaine d'officiers, il explique « la Syrie est le pays le plus stable de la région, le régime repose sur une vaste assise populaire, sur une organisation politique des plus solides et sur des forces armées conséquentes ». C'est sur ces propos que sont venus se greffer les derniers troubles qui apparaissent cette fois-ci comme des plus rudes épreuves que traverse le régime en place depuis 1970.

La nouvelle flambée de violence que connaît la Syrie n'est pas un orage dans un ciel serein, plus particulièrement en ce qui concerne la ville de Hama. Située à 200 Km au

enterré dans sa ville natale de peur des représailles populaires. Depuis, ni Hama, ni les autorités ne se sont pardonnés cet homme devenu symbole. Comme, par ailleurs, les opérations de répression s'appliquent à la ville de Hama sans aucune discrimination, toute la population s'est retrouvée dans un même camp, celui de la solidarité contre le régime.

Au cours de ces dernières années, surtout depuis le massacre des cadets à l'académie militaire d'Alep, l'opposition est apparue dans toutes les grandes villes : outre Alep, Lattaquié, Homs, Deiz Ezzoz. Damas jusqu'à présent épargnée a connu un attentat le 29 novembre dont le bilan s'élevait à 150 morts et de nombreux blessés. Cette opposition violente a une



permette la protection des dignitaires du régime en même temps qu'elle fait rempart contre toute tentative de rébellion. Pour cela une pyramide d'encadrement a été érigée. Au sommet, on trouve le président Assad soi-même, chef suprême des forces de l'aviation. Vient ensuite, Rifaat El Assad, le frère, commandant de Saraya El Difaa, les brigades de la défense qui sont une force autonome dans l'armée. Les forces spéciales, sous le commandement de Ali Haidar sont les commandos de l'armée syrienne.

Les effectifs sont exclusivement alaouites même s'il ne s'agit là que d'une mesure implicite, non officielle. Enfin, les brigades de combat qui sont une création récente, après le déclenchement de la guerre civile au Liban, elles se trouvent sous le commandement de Jamil El Assad chargées de la protection du périmètre de Damas. Par ailleurs à la base de cette pyramide on a d'une part les puissants moukhabrats, services de renseignement et d'autre part un appareil d'encadrement corporatif constitué de phalanges implantées parmi les paysans, les ouvriers, les étudiants et les femmes.

A mesure que le pouvoir s'installait et organisait le cadre de son développement, la société syrienne de son côté s'est installée de son côté, dans la voie de l'opposition. A mesure que la répression s'intensifiait, l'opposition prenait des allures de plus en plus violente. Mais jusqu'à présent le régime a pu se maintenir à la hauteur des événements par un usage excessif des instruments de répression, essentiellement militaire. A présent il doit affronter, si les informations se confirment, un problème extrêmement grave. Il s'agit des défections dans les forces armées. En effet, à la faveur des événements de Hama, et selon le communiqué du commandement de la révolution « La 47ème division blindée serait passée du côté des moujahidines, l'aéroport de la ville aurait été occupé et l'aviation aurait refusé l'ordre de bombarder la ville ».

Le communiqué fit état également de sérieuses tensions au sein de la marine à Lattaquié et de l'aviation à Palmyr.

Le régime du président Assad était déjà bien isolé politiquement si l'armée venait à éclater comme cela avait été le cas au Liban au début de la guerre civile, il se retrouvera isolé aussi militairement...

Victor Mrabat.



communiqués parallèles du département d'état américain et des révolutionnaires islamiques une donnée brute reste que des troubles sérieux ont secoué la ville de Hama. Il en découle une deuxième donnée : en Avril 81, M. Ahmed Iskandar, ministre de l'information estimait que « les frères musulmans n'existent plus en Syrie en tant que mouvement organisé ». Ces derniers événements montrent que les frères musulmans ne se sont pas évaporés dans la nature.

Le régime Syrien doit donc, malgré certaines déclarations officielles, continuer à affronter son ennemi intérieur. Dans une récente interview au quotidien libanais An Nahar, Abdel Halim Khaddam, ministre des affaires étrangères déclarait « ceux qui s'attendent à des troubles ou des changements en

nord de Damas, peuplée de 300.000 habitants, c'est une ville traditionnellement connue pour son attachement à l'orthodoxie musulmane (en majorité sunnite), ainsi qu'au valeurs bédouines que sont l'honneur et la bravoure. Dans son histoire, elle s'est toujours opposé aux diverses tentatives de domination. Elle est devenue un symbole de la lutte contre le régime Baasiste-alaouite surtout depuis que Marwan Hadid est mort en prison en 1976 après une grève de la faim de 34 jours. Originaire de Hama, excellent orateur, ingénieur, homme charismatique, il fut l'initiateur de la branche militaire des frères musulmans et se fit des adeptes. Arrêté en 1975, il fera la grève de la faim pour protester contre le système de la cellule individuelle. Il ne sera pas

histoire.

Depuis douze ans qu'il est au pouvoir, le président Assad a réussi, de l'avis des opposants, non point à instaurer une dictature, encore moins un régime politique totalitaire mais surtout à accaparer en une structure originale la chose publique. La concentration entre les mains d'une famille, élargie à un clan communautaire alaouite en recrutant une clientèle parfaitement triée, adaptée aux nécessités de l'exercice du pouvoir. Celui-ci s'est trouvé réduit à la simple expression du relèvement d'une communauté minoritaire et longtemps écartée des richesses et du développement économique et social.

Cette restructuration de la société a nécessité la mise sur pied d'une force militaire sûre à 100 %, qui

L'immigration en faits divers ...

On les appelle les « clandestins ». Doux euphémisme pour désigner des être humains, qui sont là mais qui n'existent pas officiellement. Deux candidats à la clandestinité viennent de mourir en franchissant le « pas de la mort » à la frontière franco-italienne. C'est le premier fait divers de la semaine.

En effet, samedi dernier, cinq tunisiens amenés à pieds ont fait confiance à leur passeur : ils voyaient très proches les lumières de Menton. Mais lâchés en pleine nuit sur ce qu'ils croyaient être le « chemin du travail », ils n'ont trouvé que le vide et pour deux d'entre eux, la mort après une chute de plusieurs dizaines de mètres.

Le même jour, un autre fait divers fait la une de l'information. La cathédrale de Nîmes était le théâtre d'un affrontement inédit en France : des intégristes accusent les grévistes de la faim de « souiller l'église ».

Ils exigent qu'il y ait une messe pour « purifier » la cathédrale. Trop horrible pour être commenté, mais cela reste quand-même un fait divers. Il est couvert en tant que tel par les médias. Tout va vite dans l'information aujourd'hui, il faut passer à autre chose. La semaine n'est hélas pas finie.

Une grève avec occupation à Clichy entraîne la mort d'un gréviste Algérien, Ahmed Medjir, 33 ans, père de cinq enfants.

Sa mort est plus qu'une « affaire ». C'est un symbole. La bataille des 39 heures engagée dans certaines usines, correspond pour les immigrés à une revendication essentielle : l'idée de grouper ces heures pour pouvoir bénéficier d'un congé plus long au pays. Pour les employés français (et non grévistes) cet objectif ne les concerne pas. Et à partir de là, la rupture est consommée. Il n'y aura plus de débat. Il y aura mort d'homme.

Pour les Français de l'usine, une heure de plus par mois, c'est une heure de loisirs, une heure de détente au sein de sa famille. Pour nombre d'immigrés, c'est une heure de plus dans les foyers ou dans les cafés. Alors que quelques semaines de plus au pays, c'est évidemment autre chose. Encore faut-il prendre le temps de l'expliquer, le comprendre ...

Encore faudrait-il que le débat ait lieu.

Du temps de Giscard, nous disions, nous immigrés, que le racisme venait d'en haut. On parlait alors de racisme d'état pour expliquer le racisme ambiant qui gangrenait la France.

Aujourd'hui, tout ce qu'on peut dire est que la France a changé de gouvernement sans changer elle-même.

Et c'est là où la responsabilité politique du gouvernement est engagée. Il est temps qu'il explique aux français une bonne fois pour toutes, les fois que cela est nécessaire que les immigrés vont rester et vont vivre dans ce pays.

Qu'on doit vivre ensemble. Il ne faut plus parler de termes de « générosité ». Il faut parler en termes de « droit » acquis ou à acquérir. Dans le cas des saisonniers, cela est flagrant.

Dans tous les autres cas, il est temps que cesse l'imagination en faits divers. Car cela fait vingt ans, qu'on ne cite les immigrés que lorsqu'il y a mort d'hommes, manifestation ou occupations. Et cela fait vingt ans que les gens reçoivent l'information et n'y comprennent rien. ce

M.A.

Les exclus de la régularisation :

ENTRE LA MISERE ET LES CRITERES

Mr Renard, Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre pour le Vaucluse a dans ses services une boîte où sont entassés les dossiers des grévistes de la faim. Il l'appelle, en souriant, « le grand carton des grévistes ».

Puisons là dedans, au hasard, quelques dossiers et regardons les de près. Nous verrons alors des dossiers de sans papiers, vivant et travaillant en France depuis des années, mais qui étaient éliminés d'office de la procédure de régularisation, justement organisée pour eux. Entre les clandestins et les critères il y a eu une sorte de dialogue de sourds, un fossé.

21 mois sous contrat saisonnier demandaient les critères - je n'ai que 18 mois ou 19 répondait un clandestin.

Je travaille depuis des années au « noir » le plus noir ajoutait un autre.

Un contrat d'embauche demandaient les critères. Le patron ne veut pas, il donne du travail mais pas de contrat disaient les clandestins.

Au « Niet » de la procédure de régularisation, ils ont alors opposé leur grève de la faim, et ont cherché dans leur maigre bagage, transporté de ferme en ferme, une

preuve quelconque.

Ils ont trouvé des bouts de papier, parfois en mauvais état, qui ne correspondaient pas exactement aux critères mais qui disaient une chose plus simple et plus forte: nous travaillons dans ce pays depuis des années.

Mohamed a trouvé son livret de caisse d'épargne établi ... en 1976.

Ali a trouvé une lettre des PTT de 1977 ... car il avait envoyé un mandat à la famille, qui n'est jamais parvenu. Il avait alors fait une réclamation et la poste lui a répondu.

Abdallah a retrouvé un certificat d'assurance pour le rapatriement de son corps en cas de décès établi il y a plusieurs années.

Et Ahmed a montré tout simplement son passeport périmé en 1978 ... qu'il n'a pas renouvelé car sans papiers ... Depuis cette date, il restait en France à travailler -sans papiers à double titre si j'ose dire- « suspendu, dit-il, entre la misère et les critères ... »

Mohamed, Ali, Abdallah et Ahmed vont être régularisés, mais les



autres ?

Qu'advient-il de ceux qui, isolés dans les forêts de l'Ariège et du Puy de Dôme, ou perdus en Corse, n'auront pas pu « négocier » avec les critères ?

La question mérite une réponse politique, une autre réponse que celle que M. Gaston Defferre a faite lors d'une récente séance du Conseil Municipal de Marseille, en annonçant le renforcement des contrôles des « faux papiers ».

K.B.

LA MTI OCCUPE LA DIRECTION DU TRAVAIL

C'est aux cris de « Nous voulons de vrais papiers ! Assez de récépissés ! » Que les militants de la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés), envahissait, mercredi dernier, les locaux de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, rue de la Croix-Nivert, à Paris.

Une action « symbolique », destinée à rappeler, une fois encore, aux autorités administratives concernées, la situation des « sans papiers ».

Un mouvement qui se veut de soutien aux grévistes de la faim de Nîmes et d'Avignon, organisé par une MTI qui demande « la régularisation sans conditions des 140 000 dossiers déjà déposés et la mise en place de structures et de moyens adéquats pour accélérer » ladite régularisation.

Rappelant que seuls 140 000 dossiers ont été déposés -selon les estimations officielles- un peu plus de 300 000 sans papiers. Les responsables de la MTI expliquent que « les critères mis en place pour cette régularisation ont constitué des entraves pour des dizaines de milliers de travailleurs sans papiers ». Plus grave, « le sort réservé aux 140 000 travailleurs qui ont pu déposer leurs dossiers selon les critères demandés », puisqu'à ce jour, 100 000 sont encore dans l'at-

récépissés ne sont pas reconnus. C'est plus difficile de trouver du travail avec le récépissé que clandestinement », explique un manifestant.



Les négociations engagées en fin de l'après-midi avec la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi ont débouché sur l'accord suivant : la DDTE s'engage à appliquer les mêmes critères que ceux des commissions ad-hoc (donc à ne pas demander de preuves quant à un emploi stable), et la MTI aura droit de regard sur le suivi des dossiers, au moins de ceux déposés par son intermédiaire.

Victoire, donc, pour la MTI, qui a, à l'issue d'un mouvement qualifié de « symbolique » par les organisateurs eux-mêmes, obtenu du concret. Mais victoire ponctuelle : le problème de fond reste posé : d'une part, les problèmes des marchands ambulants, et, saisonniers n'ont pas été évoqués.

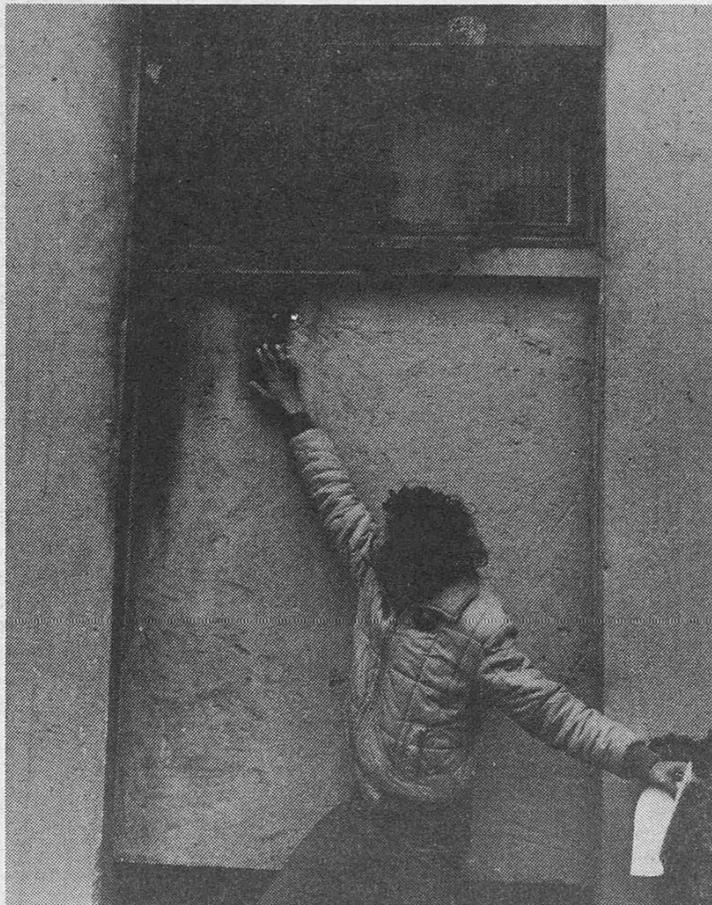
Et surtout, pourquoi le gouvernement ne peut-il pas régulariser 300 000 travailleurs « clandestins » ? Question difficile. Peut-être un élément de réponse lors de l'occupation, dans l'attitude des policiers. Si les commissaires présents considéraient avec une certaine bonhomie les manifestants, il n'en était visiblement pas de même pour les policiers en uniforme, qui multipliaient les provocations. Comme si les dirigeants se trouvaient paralysés par une France profonde résolument xénophobe. La démocratie, quoi ...

M.W.

Provocation, solidarité et négociations

L'AMORCE DIFFICILE D'UNE SOLUTION

Quelques provocations à caractère raciste, l'amorce d'un mouvement de solidarité après l'isolement des premiers jours et des négociations avec les envoyés spéciaux de M. Autain ont été les faits marquants de la semaine dernière en Avignon et à Nîmes.



En Avignon, l'édifice futuriste de la Chapelle Saint-Joseph, située aux pieds des deux barres sinistres de Champfleury, est gardé jour et nuit par les grévistes. Qu'il vente ou qu'il pleuve, ils se relaient par équipes, depuis la nuit du jeudi 11 février.

Il était trois heures du matin ce jour-là, lorsque deux personnes montant une moto ont brisé une fenêtre et ont jeté un cocktail molotov dans l'église, espérant atteindre la salle où dorment les 114 grévistes. « L'attentat » revendiqué par un groupe inconnu, « l'OAS revient », n'a heureusement causé que des dégâts matériels, car le cocktail a atterri dans les toilettes. 24 Heures plus tard, un appel téléphonique anonyme, annonçant qu'une bombe déposée dans la chapelle allait exploser. Alors qu'une pétition contre les grévistes circulait dans le quartier, à l'initiative semble-t-il, de quelques rapatriés.

Incident similaire, bien que plus spectaculaire à Nîmes, où une centaine d'intégristes ont envahi la cathédrale le samedi 13 février, pour demander le départ « des infidèles », insultant le prêtre et l'évêque, ils ont juré de revenir à la charge si les grévistes ne partaient pas.

Ces provocations, somme toute mineures, et la dégradation de l'état de santé des grévistes (dont plusieurs ont été hospitalisés), ont donné un coup de fouet au mouvement de solidarité qui tardait, tant à Nîmes qu'en Avignon, à

se manifester.

Alors que les grévistes d'Avignon, obtenaient un soutien financier de la Mairie socialiste et le soutien politique des élus socialistes et communistes de la ville, les sans-papiers de Nîmes acceptaient, après le refus des premiers jours, de quitter la cathédrale, pour des locaux paroissiaux attenants à la cathédrale.

Leur décision semble avoir débloqué les rapports tendus depuis le début de la grève, avec l'évêché. Par une déclaration du service diocésain des migrants, l'archevêque a tenu à manifester sa préoccupation au sujet de la situation des grévistes, en demandant « une solution technique des problèmes soulevés ».

Cette amorce de mouvement de solidarité contraste avec le silence des syndicats de la région, gênés beaucoup plus par le caractère autonome du mouvement, que par les revendications des grévistes, et la discrétion qu'observe la presse nationale sur cette affaire.

Tandis que les grévistes d'Avignon entament leur troisième semaine de grève, et ceux de Nîmes bouclent leur deuxième semaine de jeûne, les négociations entamées le mercredi 10 février lors du déplacement dans la région de Messieurs Perraudou et Dinthilac, laisse entrevoir un début de solution. Bien que difficiles, les contacts avec les grévistes et les autorités locales sont pratiquement quotidiens et la volonté d'aboutir

rapidement est évidente du côté des deux parties.

Pour les grévistes, l'essentiel est de maintenir le caractère collectif de leur mouvement, et d'arriver à une accélération des procédures.

Déterminés à maintenir la seule arme qu'il leur reste, à savoir leur unité, ils ne veulent en aucun cas que les accords éventuels ne laissent de côté l'un des leurs.

Pour les autorités, on ne veut en aucun cas, donner « deux cent cartes de travail » sans autre forme de procédure. Elles estiment que la propositions faites permettront, vue la situation des grévistes, de réaliser une régularisation quasi-générale, mais refusent de promettre, avant tout examen, une régularisation collective et sans distinction. Les autorités demandent aux grévistes de « jouer le jeu de la régularisation » tout en leur promettant une accélération (à raison de 20 cas par jour) de l'examen des dossiers.

Elles ont accepté par ailleurs que l'absence du contrat de 4 mois, cet introuvable preuve d'un emploi stable, ne soit plus un obstacle au dépôt d'un dossier.

De leur côté, les grévistes ont accepté le principe de ces entretiens accélérés, mais tiennent à poursuivre leur mouvement tant que leurs dossiers n'ont pas été examinés dans leur totalité. Ils prendront une décision quant à une éventuelle interruption de leur grève de la faim une fois les résultats de ces entretiens connus.

Kamel Belarbi.

Les syndicats face aux saisonniers

Hors du syndicat, point de salut ?

Tous ceux qui ont animé, côtoyé ou soutenu les multiples luttes des sans-papiers ont pu apprécier la difficulté pour ne pas dire plus des deux principales centrales syndicales, la C.G.T. et la CFDT, à prendre en compte ce problème « spécifique ».

On aurait pu croire que les années passant, et grâce à l'expérience accumulée, les 2 centrales, avaient tiré les leçons de cette « incompréhension », mais à voir de près la situation dans le Vaucluse et le Gard, on se rend compte que l'histoire a le hoquet, et que le divorce entre les syndicats d'une part, les communautés des sans-papiers en lutte d'autre part, demeure.

Dix ans après la grève de la faim de Valence, premier mouvement des sans-papiers, cette situation appelle réflexion. Une réflexion d'autant plus urgente que, même si les revendications des grévistes d'Avignon et de Nîmes sont en voie d'être satisfaites, le problème de fond demeure et que ce débat est appelé à rebondir.

A tout seigneur, tout honneur, c'est à la CFDT, la centrale qui s'est montrée la plus active et la plus ouverte aux préoccupations des sans-papiers - qu'il est revenu de poser publiquement le problème. Dans un communiqué publié dans la presse régionale - que nous reproduisons intégralement - la Fédération Agro-Alimentaire de ce syndicat prenait ses distances avec les deux grèves, en accusant les animateurs du mouvement « d'aventurisme ».

Le ton du communiqué, et surtout le moment choisi pour sa publication n'ont pas manqué de surprendre.

En effet, c'est au moment même où l'on s'acheminait laborieusement vers une solution que cette prise de position, fut rendue publique - le préfet du Vaucluse n'a d'ailleurs pas manqué d'utiliser le communiqué lors de la dernière entrevue avec les grévistes en parlant de l'impopularité de la

grève de la faim.

La CGT, de son côté, est restée curieusement silencieuse, soutenant du bout des lèvres, les revendications des grévistes.

L'attitude des syndicats du Vaucluse ne peut s'expliquer par le seul contexte politique nouveau, celui de l'arrivée de la gauche au pouvoir, même si cet élément a dû peser sur leur décision. Ce ne sont pas non plus les particularités économiques et sociales du Midi agricole qui expliquent cette réaction, puisque l'on retrouve une telle attitude tout au long de ces dernières années. Ces syndicats se sont souvent montrés réticents à mettre tout leur poids et d'une manière publique, dans la bataille alors que leurs propres militants, étaient parfois, particulièrement actifs dans le soutien à ces luttes.

Cette méfiance, qui est arrivée parfois à la dénonciation publique contraste avec la politique suivie par certaines instances de la CFDT (telle la Fédération HACUITEX qui a animé la lutte des clandestins de la confection) de la CGT qui a joué un rôle important dans le mouvement des saisonniers du Loiret.

La difficulté qu'ont les syndicats, (dont l'entreprise est le champ d'action essentiel), à prendre compte les problèmes immigrés, qui se manifestent justement en dehors de l'entreprise explique en partie cette situation.

A ceci, il faudrait peut-être ajouter la question complexe des rapports entre les confédérations et les associations immigrées. Après l'octroi du droit d'association, au moment donc où le mouvement associatif immigré est appelé à se développer cette question risque de se reposer.

K.B.

La déclaration de la CFDT du Vaucluse

« Pendant des années, la C.F.D.T. a été la seule organisation syndicale à se préoccuper de la situation des immigrés « clandestins », et la seule organisation tout court à réclamer la délivrance d'une carte de travail aux saisonniers agricoles sous contrat de longue durée (8 mois).

Aussi a-t-elle exprimé sa satisfaction lorsque, le 11 août 1981, le secrétaire d'Etat aux immigrés a décidé la régularisation des « sans-papiers » titulaires d'un emploi stable et lorsque, le 20 novembre, il a annoncé la délivrance d'une carte de travail à ceux des saisonniers occupant des emplois quasi-permanents.

Pour la C.F.D.T., ces mesures, qui tenaient compte au principal de la réalité et de la stabilité de l'emploi occupé, répondaient tout à la fois à l'attente de nombreux salariés étrangers et au besoin d'une moralisation de l'emploi en agriculture.

Pour la C.F.D.T., il est possible et souhaitable d'aller plus loin sur la voie de cette moralisation, par la mise en oeuvre d'une politique concertée visant à rationaliser les conditions d'emploi dans les exploitations (création de groupements d'embauche, redéfinition des charges sociales...).

Par contre, il n'est ni possible, ni souhaitable d'étendre à tous les saisonniers la délivrance d'une carte de travail, sans se préoccuper de savoir s'ils occupent ou non un emploi stable.

Sur une question aussi grave, il ne suffit malheureusement pas de laisser parler son coeur. Une carte de travail sans travail serait une leurre pour les immigrés eux-mêmes, et un élément de dégradation supplémentaire de l'emploi en agriculture.

La C.F.D.T., qui compte en son sein de nombreux travailleurs immigrés, et que nul ne songerait à qualifier de « raciste » ou de « réactionnaire », estime de son devoir de syndicat responsable de s'exprimer clairement et sans aucune démagogie.

Sans doute, l'application des mesures du gouvernement n'est pas toujours simple, et tous les employeurs ne jouent pas le jeu. Certains cas flagrants d'injustice doivent donc être corrigés. Mais il n'est pas question, pour la C.F.D.T., de faire sienne la revendication exprimée par certains d'une « carte de travail pour tous, sans condition ».

L'emploi doit s'organiser et se développer. Mais il ne s'invente pas.

Clichy après la mort d'Ahmed Medjir

EN QUOI LES « 39 HEURES » CONCERNENT LES IMMIGRES

A Fulmen, entreprise qui vient d'être nationalisée, un commando de « jaunes » attaque les grévistes. Sous le regard impassible de la police, pourtant présente sur les lieux. L'attaque du commando provoquera la mort d'un ouvrier algérien, Ahmed Medjir, trente-trois ans

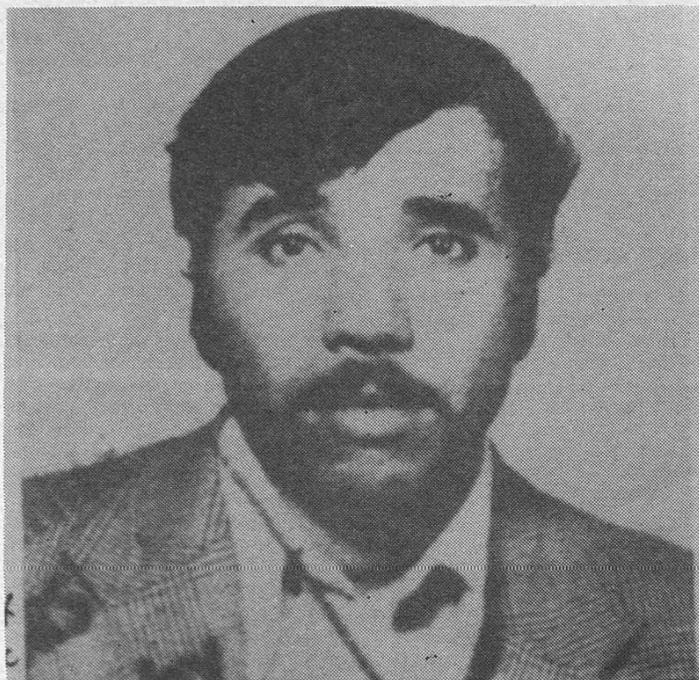
Les grévistes de Fulmen sont minoritaires et tous immigrés. Se sont eux qui sont touchés en premier lieu par la suppression des cent-quarante postes, décidée par la direction. Ce sont également eux qui ont besoin de ces trois mois de congé tous les deux ans pour partir au pays.

L'usine Fulmen se trouve sur le quai de Clichy : devant la porte surmontée d'une banderole, une dizaine d'ouvriers Algériens et Portugais montent la garde.

Méfiant, ils me demandent qui je suis et ce que je veux. Après quelques explications ils me montrent le délégué CGT qui me reçoit froidement m'expliquant que la presse a pour habitude de tout déformer. Avec lui deux ouvriers Algériens Ali et Afafsa se proposent de m'expliquer les conditions dans lesquelles Ahmed Medjir a trouvé la mort.

Les ouvriers immigrés de l'entreprise sont en grève depuis le trois février luttant contre la suppression de 140 postes et l'application des 39 heures, principe qui ne leur aurait pas permis de continuer à prendre 3 mois de congé tous les deux ans. Lundi vers 15h alors que deux cents à trois cents non-grévistes se réunissaient devant la porte principale, un commando composé d'une dizaine d'agents de maîtrise arrive aux abords de l'usine dans une Citroën de la maison. Ils sont tous casqués et armés et l'un d'entre eux a un chalumeau avec lequel sous les yeux des policiers stationnés sur le quai ils essaient de découper la porte. A l'intérieur comme me l'explique Ali les ouvriers consolident la porte à l'aide de caisses de batteries. Le commando tente alors de la défoncer avec le bulldozer loué quelques jours plutôt par la direction de l'usine.

Les membres du commando sont également équipés de différents instruments dont ils se servent comme projectiles. Les trois cents employés non-grévistes français pour



la plupart assistent avec un plaisir certain à l'attaque. Sur ces entrefaits alertés par un policier, le commissaire de Clichy arrive sur place. Un délégué syndical l'interpelle « Mrs le commissaire, vous êtes responsable de ce qui pourrait arriver à l'usine ». Le commissaire ne répond pas et les forces de police continuent d'observer ostensiblement la scène sans tenter à aucun moment d'intervenir auprès du commando. Ali, Algérien originaire du même village que Ahmed Medjir me raconte ce qui s'est passé : « J'étais sur le toit avec Ahmed et deux autres copains, j'ai vu les cadres, essayer de découper la porte au chalumeau, ils étaient casqués et avaient une bouteille de gaz ».

Qu'avez-vous faits alors ?

- « Nous leur avons lancé des cannettes de bière, ils ont riposté en nous envoyant des cailloux et des morceaux de métal ».

Que faisait la police ?

- Elle était là pour les protéger d'ailleurs, c'est un policier qui a rallumé le chalumeau quand il s'est éteint.

Comment est tombé Ahmed ?

- Je n'ai pas bien vu parce que pour éviter les projectiles, je me suis couché sur le toit, mais je crois, qu'il a été touché par une boule d'acier qui lui a fait perdre l'équilibre ».

Un autre ouvrier lui aussi Algérien m'indique l'endroit où le corps de Medjir est tombé.

- « Avec d'autres copains on était en train de barricader la porte pour ne pas qu'elle cède sous le choc de la voiture dont le commando se servait pour la défoncer. Quand j'ai entendu un bruit de verre je me suis retourné et j'ai vu un corps traverser la verrière et tomber. Je me suis précipité, c'était Ahmed. Son visage était plein de sang, j'ai

pris un chiffon et je l'ai essuyé.

Je regarde le chiffon taché de sang et les quelques bouteilles brisées par la chute du corps. Ali a les yeux rouges gonglés par les larmes. Il me dit Ahmed « c'était comme un frère, on a été à l'école ensemble ».

Que s'est-il passé ensuite ?

Un camarade est sorti dans la cour en criant qu'il y avait un blessé.

Il est environ 16h30 Ahmed Medjir, grièvement blessé à la tête mourra quelques heures plus tard à l'hôpital ou il avait été transporté par le SAMU.

Pour la direction de l'usine : « C'est un regrettable accident, conséquences, des incidents créés par la CGT ».

Quant à la CGT elle a déposé plainte contre X.

Reste que dans quelques jours une femme et cinq enfants respectivement là-bas en Algérie le corps d'un homme parti en France pour travailler...

A eux personne ne pourra rien expliquer...

Il fait froid, le ciel est plombé. Un vrai temps d'enterrement. Dans la cour de l'usine, les ouvriers ont allumé un feu autour duquel ils se groupent pour se réchauffer.

Pour eux il ne fait aucun doute que leur camarade a été assassiné. Le plus vieux d'entre eux, ajoute en arabe « S'ils avaient pu pénétrer à l'intérieur de l'usine, il y aurait eu plus d'un mort ».

Cette affaire rappelle, s'il en était besoin, au gouvernement socialiste et aux syndicats qu'il serait bon d'envisager l'adoption d'un système pouvant permettre aux travailleurs français et immigrés de choisir entre les trente-neuf heures et les congés biennaux.

Fatima Belhadi

Il y a deux ans,
mourrait

Abdelkader

Remember Kader

Le 16 février 80 mourrait Abdelkader Lareiche, un même de 15 ans sans histoires, qui s'amusait avec un groupe de copains en bas d'une des cages d'escalier de l'allée Jean Couzy, cité des Montagnards Vitry-sur-seine. Tiré comme un lapin par le gardien de la cité, Bellet. Son corps fut ramassé comme un vulgaire sac de patates par la police, malmené à la morgue où la « Science Française » a procédé à un prélèvement d'organes sans l'autorisation de la famille, puis il fut finalement rapatrié, sous l'escorte de ses copains, en Algérie.

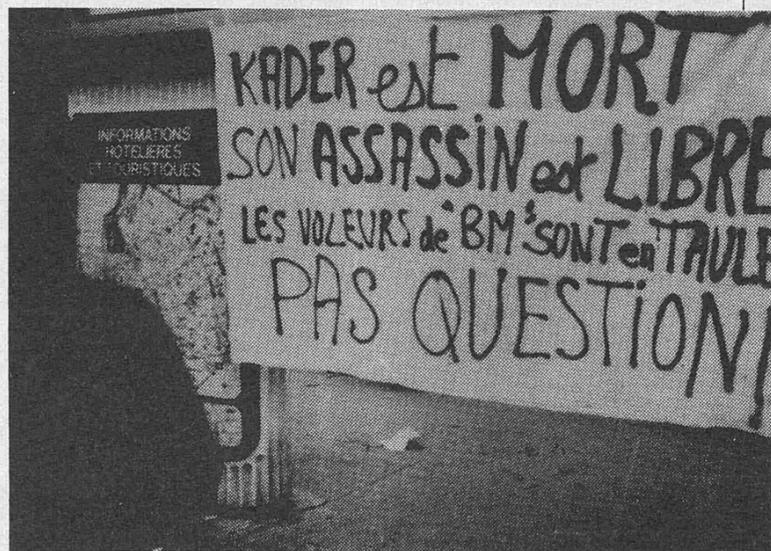
Deux ans après, la situation demeure explosive. La famille de Kader a dû déménager à Bonneuil sous la pression de l'amicale des locataires, ainsi que d'autres familles immigrées, dont celle de Mustapha. Les gardiens Bellet ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis après une parodie de justice exaspérante, l'automne dernier. Et l'amicale continue la surenchère, demandant des « pouvoirs étendus » pour les gardiens et un renforcement de leurs « prérogatives dissuasives » à

apporte des gâteaux aux jeunes le dimanche. De fait, les jeunes ne traînent guère plus dans les cages d'escalier depuis l'ouverture de ce centre, même s'il accuse aujourd'hui un certain flottement, sans doute passager, dû à la volonté exprimée en haut lieu de laisser pourrir la situation.

Force est de constater que l'isolement des jeunes et de leurs initiatives pour « socialiser » leur quotidien risque de remettre en cause le statut-quo actuel.

Le gouvernement a bien décidé d'agir pour réhabiliter au plus vite la vingtaine de quartiers d'habitat social prioritaires, appelés aussi « îlots sensibles », dont Couzy et Balzac font partie. Du moins théoriquement, puisque ces deux cités de Vitry ne sont plus comprises dans les 16 quartiers finalement concernés par le programme de rénovation urbaine mis en route en 82, par la « commission nationale pour le développement social des quartiers ».

Couzy ne se verra donc pas affecter les crédits de construction, de réhabilitation et d'animation socio-culturelle prévus par ce programme.



l'égard des locataires « négligeants » qui « souillent les lieux communs » ! Ce langage, recueilli dans le bulletin de l'amicale, est empreint du même mépris, de la même haine étalée par le commando intégriste intervenu contre les grévistes de la faim à Nîmes ce week-end.

Pourtant, le grabuge a été évité jusqu'ici. La tension a même baissé après l'ouverture du Centre Abdelkader, en face de la cité. Les commerçants, autrefois agressifs à souhait, coopèrent même de temps à autre, comme ce boulanger qui

Mais alors, quel avenir veut-on donc réserver aux jeunes immigrés de Couzy quasiment tous au chômage, et qui n'ont toujours ni le droit de travailler dans une fonction publique de gauche élargie, ni le droit de s'amuser dans leur cité comme en témoigne avec obstination la mort de Kader.

MOGNISS

P.S. : Les amis de Kader ont sorti une affiche intitulée « Kader Blues » en commémoration - 5 F au journal.



Des jeunes immigrés Portugais s'associent

POUR LUTTER COLLECTIVEMENT

Les jeunes immigrés portugais buttent contre des obstacles particuliers, car la société d'accueil semble ignorer qu'ils sont là, avec leurs parents.

Avant à supporter des difficultés de toutes sortes pour accéder à la vie active, un groupe issu de l'université de Nanterre a créé une association dans le but de défendre leur droit à exister. Mais ils veulent aussi aller plus loin ...

SANS FRONTIÈRE : Dans quelles circonstances et pour répondre à quelles préoccupations a été créé l'Association des Etudiants Portugais en France (A.E.P.F.) ?

AEPF : L'idée de créer l'association s'est posée à propos de l'inexistence d'attribution de bourses aux étudiants portugais de l'enseignement supérieur, soit de la part des autorités françaises, soit des autorités portugaises. Les accords franco-portugais de 1977 ne prévoient pas l'attribution de ces bourses, car les autorités portugaises n'ont pas pensé à l'éventualité que des enfants portugais pouvaient accéder au supérieur.

Ce problème des bourses est d'autant plus critique que la situation sociale de nos parents est des plus défavorisées en France. Par ailleurs, il y a tout l'aspect culturel des parents qui les amène à inciter les enfants à travailler très tôt. Ne connaissant pas le système scolaire, ils ne participent pas à la vie scolaire des enfants. Par les

elle n'a pas dépassé le seuil de l'Ambassade. Devant ce refus, nous avons décidé de créer une association pour que nos revendications aient plus de poids. Pendant les réunions d'élaboration des statuts, nous avons défini mieux nos objectifs, ceux-là étant à but revendicatif et culturel : exigence de bourses ; équivalence des diplômes français au Portugal ; reconnaissance officielle des cours de langue et culture portugaise émanant d'institutions privées ; ouverture de postes de langue et culture portugaise dans les lycées et facultés, organisation de débats.

Pour arriver à la concrétisation de ces objectifs, nous sentions qu'il nous fallait sensibiliser les autres associations et connaître leurs propres motivations. Donc qu'il y ait un échange plus concret et fréquent.

SF : Racontez-nous les principales activités qui vous ont occupé ...

AEPF : Depuis le mois de février 81, nous avons commencé des démarches pour l'officialisation de l'association qui pétitionnait tant que la loi de 1939 était en application. L'AEPF a présenté auprès de l'Ambassade portugaise une nouvelle pétition visant à obtenir des bourses.

Celle-ci a été faite dans toute la

L'AEPF essaie de traiter le problème des équivalences mais butte contre l'incompétence et la mauvaise volonté des responsables de l'enseignement et de la culture portugaise en France.

Au sein de l'AEPF d'autres groupes de travail ont été créés : enseignement, revue, débats. Le groupe enseignement a créé des cours de portugais à Paris, et main-

problème de papiers. L'Administration nous met en évidence que nous sommes différents, et je me sens aussi français qu'un breton. Le problème des frontières nous emmerde. Puisqu'on est dans un pays, il faut adhérer à une nationalité. La conception politicienne on ne la comprend pas.

Je peux avoir une attache sentimentale au pays mais pas



tient une réflexion sur le problème. Il vise à lutter auprès des responsables contre la carence de l'enseignement de la langue et culture d'origine et pour sa prise en charge par les autorités. Ceci pour que l'exploitation de parents et élèves par certains organismes (Boissière) cesse.

Nous avons sorti un numéro zéro, expérimental, de notre revue «Atrio» qui prétend donner la parole aux jeunes. Ce premier numéro contient essentiellement des textes littéraires (poèmes, contes), et nous laisse insatisfaits. Nous voulons élargir le contenu.

Un débat a également été organisé ayant pour thème «l'entrée dans la vie active des jeunes portugais (fils d'immigrés) en France» (voir SF N° 48). Nous voulions sensibiliser les jeunes concernés par ce problème et qui, en tant que portugais affrontent des difficultés plus grandes dans le milieu français. En même temps, il y avait l'intention de réunir des témoignages et des suggestions pouvant susciter de nouvelles rencontres. Le fait que ce débat se soit déroulé à la Cité Universitaire nous a empêché d'avoir un public plus sensibilisé par ce thème. Nous regrettons que certains invités n'aient pas répondu à l'appel de notre jeune association.

SF : En dehors des problèmes institutionnels ou matériels, comment vivez-vous votre expérience de jeunes ayant une formation à cheval entre deux milieux sociaux et deux cultures ?

SEBASTIAO : Nous n'avons pas les mêmes droits que les français ; il faudrait qu'il n'y ait pas de

patriotique, tournée vers le socialisme. Nous sommes détachés d'un pays et transplantés dans un autre, et ne comprenons pas le pourquoi du racisme.

URSULA : Ce qui me gêne le plus, ce sont les rapports avec les organismes français où, plus que jamais, je ressens un racisme perpétuel. Les immigrés sont considérés comme des gens inférieurs. Les portugais, du fait qu'ils sont entièrement soumis, subissent d'autant plus les conséquences.

Personnellement, je sens le besoin de réagir et je me retourne vers les associations portugaises à la recherche d'un maximum de contact avec des portugais. Je ne supporte pas cette soumission, cette inactivité qui, à mon avis, est due à un manque d'information et de prise de conscience.

J'ai des attaches envers la France, où je vis depuis douze ans, et où j'ai vécu des côtés positifs. La culture portugaise m'a également transmis des points positifs. Ces deux influences je ne peux pas les dissocier. Ceci se concrétiserait davantage si l'égalité des droits existait vraiment.

SF : Pour terminer notre entretien, deux mots sur l'aide et les projets de votre association ?

AEPF : Nous avons formé un petit groupe chargé de savoir quels étaient les organismes qui pouvaient nous subventionner, sans que cela engage la perte de notre indépendance. Pour en avoir droit, il faut commencer par déposer un dossier par activité définie, ce qui est délicat et n'a pas été possible de faire dans les actions qui nous ont occupé jusqu'à maintenant.

Pour mener à bien les activités que nous avons entrepris et celles que nous projetons, nous allons faire une campagne d'adhésion, et espérons que des jeunes intéressés par nos activités nous rejoignent. Nous comptons participer au Festival de la Jeunesse Immigrée, organisé par la FASTI au mois de mai. Le n° 1 de la revue «Atrio» est en préparation.

L'AEPF a un projet de formation d'une troupe théâtrale et d'un ciné-club pour la diffusion de films portugais. Elle pense organiser des rencontres culturelles, et mettre en route un biblio-bus avec des ouvrages d'expression portugaise. Nous tenons toujours à établir des contacts avec d'autres associations portugaises en vue de réalisations communées.

Cet ambitieux programme d'activités reste, bien sûr, dépendant de notre capacité à élargir le nombre de membres actifs de l'AEPF. De toute façon, l'association continuera de se battre pour la diffusion de la culture portugaise en France ainsi que pour abolir la discrimination dont les jeunes portugais sont victimes, jusqu'à l'égalité des droits.

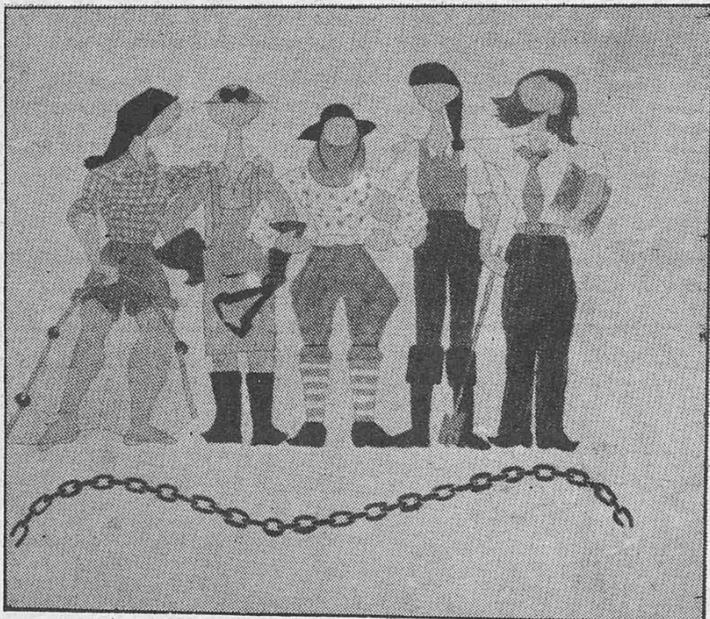
Propos recueillis par

D. Lacerda

Siège provisoire de l'A.E.P.F. c/o U. Soares - 47, rue Constadt, 75015 Paris

Les enfants d'immigrés

Presque un million d'enfants étrangers, soit 7,8 des élèves sont scolarisés en France dans les établissements de premier et second cycle. 89 % ressortent de l'enseignement public. Selon un dossier publié par le ministère de l'éducation nationale, près d'un tiers de ces enfants sont admis en second degré. Un chiffre qui a très nettement progressé ces dernières années. Les statistiques révèlent l'évolution de l'immigration en France : Turcs et asiatiques sont apparus et, tandis que la proportion de yougoslaves, d'Algérie et de portugais se maintient, le nombre de tunisiens passait de 3,1 à 4,8 % et celui des marocains de 5,5 à 12 %. La proportion d'italiens et d'espagnols a chuté de moitié.



mêmes motifs, déjà au niveau du secondaire, beaucoup d'enfants portugais ne bénéficient pas de bourses. Les parents ne savent pas remplir les formulaires et les enfants n'arrivent pas toujours à assumer cette tâche.

Au cours de l'année 79/80, un groupe d'étudiants portugais de Nanterre a fait une pétition, mais

France et regroupait environ trois cents signatures d'étudiants. D'autre part, des lettres ont été envoyées à la commission mixte d'application des accords, appuyant la même demande. Cette commission s'est réunie, en Novembre à Lisbonne et jusqu'à maintenant nous n'en connaissons pas les résultats.

droits

Grève au restaurant « Les deux Byzantins » DU RIFIFI A MONTMARTRE

« La rue Montmartre, s'il vous plaît ? ». J'ai posé Sans-Frontière sur le comptoir. Le serveur me jette un drôle de regard : *Qu'est ce que vous allez y faire, rue Montmartre ? Enfin, je sais ce que vous allez y faire. C'est pour les « Deux Byzantins » ? Deuxième à gauche. Vous ne devriez pas y aller.* Un peu interloquée, j'embarque mon journal en me demandant ce qu'il a voulu dire par là. Des trappes dans le restaurant, peut-être ?

Rue Montmartre, le restaurant « Les deux Byzantins » offre une devanture curieuse. La vitrine est couverte de tracts surmontés par le sigle de la CFDT : « *Le patron ne donne pas de fiches de paie depuis quatre ans.* ». « *Le patron déclare 38 heures de travail et les ouvriers en font 54.* ». « *Les travailleurs refusent le travail clandestin.* ». Devant la vitrine, quelques badauds. Des français : « *Mais alors ils n'ont pas de couverture sociale !* ». Des étrangers aussi qui racontent : « *Maintenant, y en a qui se louent à l'heure. Ils se mettent en rang dans la rue, comme des putes, et les patrons les prennent pour quelques heures.* ». Certains rentrent, pour raconter la même histoire, dans les autres cafés de Montmartre. Ils chuchotent : « *Celui-là on ne peut rien faire contre lui. Il est de la Mafia.* ».

Je rentre dans le restaurant. Ils sont une dizaine, au fond à discuter tranquillement. Tout est propre et impeccablement rangé. On se croirait à une petite réunion amicale, pas à une occupation de restaurant. Les murs sont couverts de tableaux étranges, style « Dali ».

Une décoration très supérieure à ce qu'on a l'habitude de voir dans les restaurants. Le genre à ne pas dépareiller un appartement du 16^e. Plus tard, j'apprendrais que l'auteur de ces petites merveilles, est le patron. Oui, lui-même. Artiste en tout genre, quoi.

Bon, on m'admet dans le cercle et aussitôt la conversation s'anime. Ils parlent tous en même temps. Tout en surveillant scrupuleusement ce que j'écris : « *Les tunisiens ils ne se mettent pas facilement en colère... je ne voudrais pas les vexer mais...* ».

C'est Monsieur Delavaux de la CFDT qui parle. Les autres protestent faiblement. Certains travaillent aux « Deux Byzantins » depuis plus de 4 ans. Scénario classique : au début, travailleurs clandestins, ils étaient payés 2 400 francs pour 48 heures de travail. Le patron, Jean Clamani, un grec, se targuait de ne pas aimer

beaucoup le commerce. « *C'est un artiste* » dit-on autour de moi, en se tapant sur les cuisses. Un artiste qui possède trois restaurants et deux auberges. Et qui crache sur la soupe !

Tout a commencé au moment de la régularisation des papiers. Les quatre travailleurs des « Deux Byzantins » ont demandé et obtenu un contrat. Falsifié. Clamani déclarait 35 heures de travail et en faisait effectuer 54. De surcroît, il fait payer à ses nouveaux salariés, la cotisation patronale pour la visite médicale (600 francs) et exige qu'ils participent aux frais d'URSSAF. (40 % des salaires). Depuis



l'établissement du contrat de travail (il y a quatre mois), le patron refuse de donner des fiches de paie.

Tout cela n'est rien. Ou presque. Ce qui déclenche un mouvement de révolte aux « Deux Byzantins », c'est un licenciement collectif qui tombe comme un couperet. Raison invoquée par le patron : « *Moi je suis un artiste le commerce ne m'intéresse pas.* ». « *D'abord, dit un des serveurs, il nous demandait sans arrêt de signer des papiers.* ».

Delavaux intervient (c'est une vraie bombe il vous occupe les ondes 24 heures sur 24) : « *Ils leur faisait du chantage en remplissant des reconnaissances de dettes et s'ils refusaient de signer, il les mettait à la porte. Il a réussi à soutirer de cette façon, un million à un ouvrier, qui est parti d'ailleurs.* ». Faubourg Montmartre, Barbès, et tout ce qui s'ensuit, c'est la même mafia. Ça, on ne le verra pas à la télévision, même maintenant ». Il

aurait même, paraît-il, des flics qui ne paient pas le couscous dans certains restaurants. Allez leur dire, ensuite, d'enregistrer des plaintes contre les patrons ? « *Vous savez ce qu'ils disent dans les commissariats ? Depuis le 10 mai, on ne frappe plus les immigrés. Quel toupet !* ».

Un élément nouveau : A la faveur de cette révolte, les ghettos ont été brisés. Les turcs de « *L'Istanbul* » se sont solidarisés avec les tunisiens des « *Deux Byzantins* » (Au fait, j'ai l'impression que les tunisiens n'aiment pas beaucoup me voir jeter des cendres par terre. C'est qu'ils se sentent un peu chez

eux maintenant. Musique Arabe on ne se fait plus... chez les Grecs). D'ailleurs, les voilà qui rentrent, les turcs. Blousons de cuir. De l'allure, quoi !

Ils rigolent : « *Tu sais qu'il m'a téléphoné à 8 heures du matin, le patron ? Il me dit qu'il a peur de moi. Je lui ai répondu que s'il continuait à nous faire des ennuis, je lui cassais la tête. Puis, me jetant un coup d'oeil en coin, il demande aux autres : « Quel journal ? » - « Sans Frontière ». « Ah, c'est bien » « Ouf !* ».

Delavaux nous fait un petit couplet stratégique sur l'union des prolétaires, turcs, tunisiens, algériens, français etc...

On se prend à rêver : Barbès, Montmartre, tous les cafés de l'exploitation occupés par les ouvriers... Et les tunisiens de raconter : « *Le patron contrôlait tout. Pour un kilo de café, il fallait servir 235 cafés. Cinq carottes correspondaient à tant de litres de soupe. Combien ? J'ai oublié. Des fois, il volait des trucs et il nous les faisait payer. Nous, on amenait notre café.* ». Visages illuminés en évoquant ce cortège de brimades dont on peut enfin rire.

Sur le mur, en face, un petit panneau : « *L'auberge de la pie érudite. Ecrivez nous à cette adresse. Pour mieux vous servir veuillez nous faire part de toutes vos suggestions ou critiques. Votre courrier sera pris en considérations.* ».

C'est quoi l'adresse, déjà ? Il paraît qu'il n'y a plus personne. Volatilisé l'artiste. Emporté par sa muse, peut-être ?

Fabienne Messica
Les Deux Byzantins : 169, rue Montmartre. 75002 Paris.

Le foyer africain du Fort de Vaux, planté en bordure du périphérique entre la Porte d'Asnières et la Porte de Clichy, traverse des moments difficiles. La représentativité de son comité de résidents est contestée.

Conséquence : l'unité du foyer ne se réalise pas autour d'une grève des loyers entamée depuis janvier par un comité parallèle.

Grève des loyers : UN FOYER, DEUX COMITES

C'est par une simple affiche placardée dans le hall de l'immeuble que les résidents ont appris, en début d'année, l'entrée en vigueur d'un nouveau barème des loyers.

La société gestionnaire, l'ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux), applique pour la première fois à ses tarifs, l'aide individuelle au logement.

Les travailleurs dont les ressources dépassent 3.900 F n'auront pas de déduction et devront payer 570 F au lieu des 474 F que tout occupant d'une chambre individuelle déboursait auparavant. A l'opposé, les résidents dont les revenus ne dépassent pas 1 500 F par mois ne paieront que 200 F.

La décision de l'ADEF, sans aucune information préalable, n'est pas du goût des locataires regroupés autour de Mamadou Diallo. « *La direction nous laisse dans une ignorance totale, explique-t-il. On ne nous a pas communiqué de documents qui puissent*

avions donné l'ordre de ne pas payer la majorité ne nous a pas suivis. Je reste prêt à lutter sur ce terrain des loyers, bien sûr, mais nous devons régler avant toute chose le problème de notre division. C'est la question de loin la plus urgente ».

Alors, une querelle de personnes ? Certainement puisque Mamadou Diallo affirme que ses détracteurs recherchent son expulsion du foyer, tout comme l'EDEF qui verrait en lui un agitateur politique. Mais il veut situer le débat à un autre niveau : « *Le nouveau comité est suivi par près de 200 personnes sur les 280 résidents. La seule question qui nous intéresse est celle de notre reconnaissance en tant qu'interlocuteur de la direction.* ».

Pour Amadou Sall, en revanche, le problème de fond repose sur des divisions ethniques, sur la représentation des différentes communautés au sein du comité. « *Le foyer du Fort de Vaux n'a que deux ans mais c'est un des plus dif-*

Un dialogue de sourds

justifier la nouvelle répartition et la hausse du plafond. Il aurait fallu nous laisser mener auparavant une enquête au sein du foyer pour établir de bons critères.

Réunis au sein de l'ADIR (association pour la défense des intérêts des résidents du foyer de Fort de Vaux), Mamadou Diallo et ses amis ont lancé en janvier un appel à la grève des loyers.

Mais c'est ici que le problème se complique. L'ADIR est une « association loi 1901 » qui a été créée en novembre dernier en réaction contre le comité de résidents, jugé inefficace et non représentatif.

Le comité n'appelle pas à la grève. Un de ses responsables, Amadou Sall s'en explique : « *au mois de mai dernier quand nous*

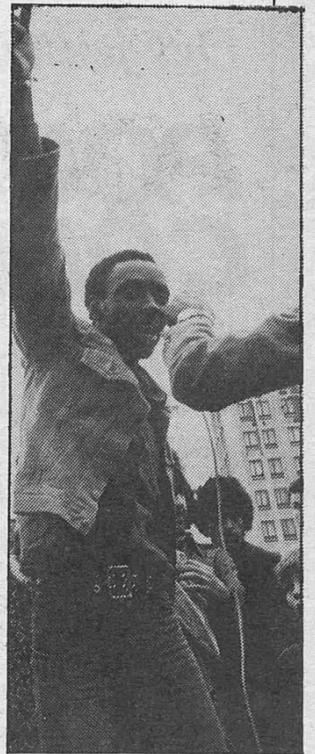
ficiles de Paris pour son manque de cohésion » déclare-t-il.

Si l'ADEF ne reconnaît pas le comité officieux de résidents, les deux parties en présence sont au moins d'accord sur un point : c'est une affaire interne qui doit se régler au niveau du foyer. La direction n'a pas son mot à dire dans ce conflit.

Une affaire interne certes mais qui se traduit jusqu'à présent par un dialogue de sourds : chacun des deux comités prétend qu'une majorité de résidents le soutient.

« *La grève des loyers continue* » affirme aujourd'hui Mamadou Diallo. L'unité du foyer se réferait-elle sur cette question ? C'est à espérer, car la société gestionnaire a la part trop belle pour jouer de ces divisions.

Thierry Leclere



Montigny : le maire monte en grade.

Souvenez-vous, il y a un an la campagne des présidentielle battait son plein, le parti de Mr. Georges Marchais, organisa un meeting public à Montigny-Les-Cormeilles, le seul candidat du changement, « contre la bande des trois » ne faisait pas recette. Après le bulldozer de Vitry, ce même parti, engageait une campagne contre la drogue en donnant à la vindicte publique, une famille marocaine, manifestant même devant le HLM de celle-ci.

Les communistes jurait leur grand dieu, que c'est la cellule de cette cité qui a entrepris de

mener cette campagne. Mensonges, les langues, un an après se délient, c'est Monsieur Jean Colpin, à l'époque Secrétaire du Comité Central, chargé de superviser la Fédération du Val d'Oise, département où se trouve la commune qui a donné le feu vert, avec l'aval de tous les dirigeants du parti.

Un an après, on ne veut plus parler de cette affaire, Jean Colpin a été rétrogradé, une famille meurtrie et Monsieur Robert Hue Maire de la commune de Montigny-Les-Cormeilles se présente comme un bon citoyen aux cantonales.

répression

Turquie : Interview de Youcef Top, représentant du Disk

LOURD BILAN DE LA REPRESSION

Samedi 13 février, à l'occasion des 15 ans du DISK (Confédération des Syndicats Turcs), la CFDT et le syndicat turc organisaient un meeting commun à la Bourse du Travail. Meeting bilingue qui regroupait quelque 200 personnes et qui permettait de faire le point sur la situation en Turquie.

Tous les intervenants, membres du DISK et de la CFDT devaient dresser un parallèle entre la Turquie et certains pays d'Amérique Latine comme le Chili ou l'Argentine. Même interventionnisme américain, bilans économiques identiques dans le désastre, et dans les deux cas porte grande ouverte aux capitaux étrangers, US en particulier.

P. Hureau, représentant de la CFDT, mettait, quant à lui, la Pologne et la Turquie sur le même plan : « Le coup d'état en Turquie a été accueilli avec soulagement, voire avec sympathie, par certains gouvernements occidentaux et les responsables de l'OTAN. Pour le justifier, ils ont utilisés les mêmes arguments que ceux qui ont accepté le coup de force en Pologne. A savoir que la crise économique et la volonté d'éviter une guerre civile nécessitent un coup de force ». Puis venait le lourd bilan de la répression militaire : 2000 peines de mort réclamées, dont 71 prononcées, 300 procès politiques en cours, au moins 70 détenus morts sous la torture, et la répression quotidienne : limogeages prochains de certains professeurs, recteurs nommés par le Conseil National de Sécurité, etc...

Enfin les intervenants rappelaient qu'il « est impossible de séparer les problèmes », et que la situation des travailleurs immigrés turcs est d'une certaine façon liée à la politique de leur pays, faisant ainsi allusion à l'exploitation des ouvriers du textile et aux problèmes de régularisation. Cette dernière déclaration devait rencontrer un succès particulièrement vif dans la salle, remplie de travailleurs sans-papiers ou en lutte.

Sans-Frontière a rencontré, à l'occasion du meeting, Youcef Top, représentant du DISK en Europe. Un petit homme au yeux brillants, que j'ai interrogé, avec le concours d'un interprète, au milieu des chants et danses qui concluaient le meeting.

SANS-FRONTIERE : On dit que le Coup d'Etat du 12 septembre était la seule solution pour éviter la guerre civile, et que 80 % de la population y était favorable. Qu'en est-il exactement ?

YOUCEF TOP : C'est vrai qu'avant le Coup d'Etat, la situation, tant politique qu'économique, s'était terriblement dégradée. Aucun des gouvernements successifs n'avait su reprendre la situation en main. Et dès avant le 12 septembre, une volonté très claire de capitalisme sauvage et de répression sociale

s'était manifestée ; par les « mesures du 24 février » notamment, qui instaurent le blocage du pouvoir d'achat, alors que l'inflation galopait, des licenciements en masse, un allongement de la durée du travail, etc... Mesures en réalité imposées par le Fond Monétaire International, la Turquie s'avérant incapable de rembourser sa dette extérieure. Au contraire, même, les investissements étrangers et l'endettement du pays se faisaient chaque jour de plus en plus évidents.

Turyent Ozal, ministre de l'Economie du précédent gouvernement, comme de l'actuel d'ailleurs, avait déclaré au sujet des mesures du 24 février que « ces décisions devaient être appliquées pendant quatre ans sans coupure ». Mais tout le monde était d'accord pour reconnaître qu'à terme elles nécessiteraient un état de dictature.

Quant au terrorisme, il n'était pas nouveau. Depuis 75, on notait une recrudescence de la violence dans le pays. Dû à la situation sociale explosive d'une part, mais aussi encouragé par l'état : on a découvert après le Coup d'Etat que certains terroristes d'extrême-droite étaient en même temps Agents des Renseignements Généraux.

On peut dire que le terrorisme était une véritable institution de



situation précédente.

S.F. : Que pensez-vous du soutien plus ou moins avoué de l'OTAN, lors du Coup d'Etat ? Et des déclarations ambiguës de Van Der Stoep, membre de l'ONU ?

Y.T. : Il faut envisager la situation politique globale au Moyen-Orient. L'Iran est déstabilisé, le Liban également. La Turquie est le flanc sud de l'OTAN, une position stratégique qu'elle ne peut pas perdre. Quant à l'ONU, sa position est de conserver le statu quo, de ne rien changer dans la situation internationale.

S.F. : Officiellement, le but de la junte est donc de restaurer la démocratie après avoir assaini le pays et rétabli la situation économique. Mais quelles sont les

exactement parallèle à celle des pays d'Amérique Latine.

La seule solution est au contraire un retour à la démocratie. C'est ce pourquoi lutte, le DISK.

S.F. : Et quelle est la situation du DISK, à l'heure actuelle ? son audience dans le pays ?

Y.T. : Au moment du Coup d'Etat, les effectifs du DISK étaient de 600.000. Mais il faut comprendre quel est le rôle d'un syndicat dans un pays comme la Turquie pour avoir une idée de sa popularité. Le DISK n'est pas seulement un syndicat, c'est un véritable organisme social. Nous recevons des lettres de paysans qui se plaignent des féodaux et nous demandent des conseils ; des retraités sans ressources qui nous demandent une aide quelconque, etc... Depuis le Coup d'Etat, la junte fait son possible pour noircir le DISK en accusant les responsables de mener une vie luxueuse. Mais même cette campagne de calomnie, comme les procès des dirigeants syndicaux, montre à quel point le DISK est populaire en Turquie, et combien la junte le redoute. Un prestige qui n'a pas diminué depuis le Coup d'Etat : Une frange de la population met sporadiquement sur pied des organisations locales

qui se réclament du DISK.

S.F. : On a accusé le DISK d'être en relation avec Moscou, et selon les déclarations américaines, « d'être infiltré par les communistes ».

Y.T. : La politique de l'URSS vis-à-vis de la Turquie, c'est la Realpolitik. Pour Moscou, le problème turc est un problème d'Etat, dans lequel le gouvernement soviétique n'a aucune part. L'URSS n'a pas soutenu le Coup du 12 septembre ; elle ne s'est pas non plus élevée contre. C'est la Realpolitik à plein.

S.F. : Dans sa lutte, le DISK a-t-il des contacts avec les minorités culturelles opprimées ? Je pense aux Kurdes, aux Arméniens...

Y.T. : Ce sont les Kurdes qui posent un problème en Turquie, pas les Arméniens. Le problème des minorités est un problème kurde. Cette précision étant faite, c'est vrai, nous avions, avant le Coup d'Etat, mis sur pied une plateforme antichauviniste, avec des Kurdes. Le DISK a toujours lutté très clairement contre le chauvinisme.

Propos recueillis par Marc Weitzann

Prétexte pour la loi martiale

'Etat d'alors, dans lequel il avait une active participation : d'un côté, il faisait régner la violence, et de l'autre, le prétexte était idéal pour instaurer la loi martiale, comme ce fut fait dès le mois de décembre 78 d'ans treize provinces. Comme on le voit, la situation avant le Coup d'Etat n'était pas vraiment celle d'un pays démocratique.

De plus, le peuple terrorisé ne faisait plus confiance à personne. La social-démocratie avait perdu sa popularité, la droite ne pouvait pas exister, et la gauche était trop divisée pour rassembler le pays. D'où un vide politique énorme, qui ne pouvait évidemment pas répondre au désir de la population de voir s'instaurer un régime stable. La junte militaire est arrivée, si l'on peut dire, « au bon moment ». Ceci dit, il est absolument faux de prétendre que 80 % de la population aurait été favorable au Coup d'Etat. On savait tous que c'était la suite logique de la

conséquences de la politique économique de la junte ?

Y.T. : Oui, on veut faire croire à un retour prochain à la démocratie, après avoir assaini la situation économique. Officiellement la politique économique de la junte est un succès. Un succès qui se solde concrètement par une diminution de la production, une paralysie constante des secteurs-dynamique, une inflation galopante et une diminution du pouvoir d'achat. Pourquoi ! la politique économique de la junte consiste à ouvrir le pays aux investissements américains qui n'agissent qu'en fonction de leurs profits, pas de ceux de la Turquie. Le pays est plus que jamais dans l'impossibilité de rembourser sa dette extérieure, dette qui avait conduit le Fond Monétaire International à prôner la politique de récession qui a conduit au Coup d'Etat. C'est un cercle vicieux : on a administré un remède qui fait proliférer le mal. En ce sens la Turquie est dans une situation

Maroc : Grèves

Maroc, Haig, globe-trotter de M. Reagan était à Rabat le 11 et 12 février dernier, pour rencontrer le roi Hassan II, pour y discuter entre autre choses, de l'installation de deux bases nouvelles dans ce pays. Les étudiants marocains, profitant de cette visite, ont entamé une grève de quarante-huit heures, le jour même de cette visite. Cela, malgré l'interdiction stricte de toute grève, sous peine, de toucher comme on peut le lire sur les affichettes apposées dans les enceintes des facultés, des sanctions

allant de la suppression des bourses à l'exclusion »

La grève était soutenue par les enseignants membres du SNESUP qui ont publié leur position dans le journal « Al-maghrib », jusqu'ici pro-gouvernementale. Le but de cette grève, selon les étudiants, est de rappeler que plusieurs de leurs camarades sont en prison depuis le 23 Janvier, et qui sont condamnés de 2 à 4 Mois de prison ferme, ces mêmes peines qui ont été allourdies par la cour d'appel de Marrackech.

On reparle du Salvador ...

Il aura fallu ces quelques secondes à la télévision américaine, montrant le lieutenant Harry Melander armé d'un fusil M-16, côtoyant les soldats salvadoriens, pour que l'opinion internationale s'émeuve. L'aide américaine n'est pourtant pas nouvelle au Salvador.



Salvador, USA : les mains sales

LE POINT SUR LA GUERRE CIVILE

Le dernier budget en date s'élève à 300 millions de dollars (économique) à quoi s'ajoute une aide militaire accrue, sans compter les camps d'entraînement des contres révolutionnaires implantés aux USA.

Mais il y a loin d'une aide financière éthérée pourrait-on dire, que l'opinion accepte dans son ensemble assez bien, à la présence sur le terrain d'un conseiller US armé. Des images qui évoquent inévitablement le Vietnam ou tout, là aussi, avait commencé par une affaire de conseiller.

Le vietnam, le Salvador. Rapprochement cuachemardesque pour le citoyen américain d'autant que ce Vietnam là paraît bien proche, frappe à la porte. C'est un voisin ici, qui interpelle. Et pourtant, la crainte de voir les USA s'enliser apparaît se nourrir chaque jour d'éléments plus inquiétants : le FMLN contrôle(ra)it les deux tiers du pays, le gouvernement Duarte « pourrait » perdre les prochaines élections, et dans le cas contraire, il y a fort à parier qu'alors les guerilleros en viendraient à bout. Comment aider « proprement » le gouvernement salvadorien ? Telle est la question qui se pose aujourd'hui à l'Amérique.

Geneviève Camus a travaillé six

ans à la CIMADE, bureau des Droits de l'Homme, section Amérique Latine. A ce titre, elle a effectué plusieurs voyages en Amérique Latine, dont le dernier au mois de Décembre, dans les camps de réfugiés Salvadoriens qui bordent la frontière Hondurienne. Elle développe dans son rapport, une thèse qui explique et démontre la stratégie US au Salvador.

SANS-FRONTIERE : La violence n'est pas nouvelle au Salvador, mais elle atteint depuis quelques années un paroxysme incroyable. Comment en est-on arrivé là ?

GENEVIEVE CAMUS : C'est une longue histoire. En gros, on peut dire que le fondement de tout ça, c'est qu'il existe au Salvador depuis le début du siècle une minorité de propriétaires fonciers, qui détiennent la plus grande partie des terres - les latifondistes - qui ont été progressivement remplacés par les capitalistes industriels, et qui exploitent et surexploitent la majorité du peuple de ce petit pays surpeuplé.

S'est adjointe l'armée pour protéger ses intérêts : Depuis un quart de siècle, il n'y a que des militaires au pouvoir au Salvador. Les dictateurs se sont suivis

malgré quelques tentatives d'élections qui ont toutes été des fraudes épouvantables. Résultat, le peuple, qui au départ ne souhaitait pas prendre les armes, y a été pratiquement contraint, puisqu'aucune autre solution n'apparaissait possible. Et parallèlement, on a assisté à une organisation progressive des forces populaires, d'abord en mouvement de masse, puis en organisations armées qui se sont développées à partir des années 70.

S.F. : Et Napoléon Duarte dans tout ça ?

G.C. : Et bien en 72, lors des présidentielles, Duarte se présente sous la bannière des Démocrates Chrétiens. Il aurait été élu, si à la suite des fraudes traditionnelles, le colonel Armando Molina n'avait finalement pris le pouvoir. Duarte quitte alors le pays pour le Mexique, auréolé d'une image de démocrate exilé, représentant d'une tendance reconnue dans le peuple. Et puis en 77, nouvelles élections : le colonel Romero prend le pouvoir. Deux ans plus tard, en octobre, coup d'Etat militaire, dans le but de « reprendre en main les affaires du pays », comme on dit.

Mais très vite la nouvelle junte se divise : l'aile modérée de Majano quitte le pouvoir, incapable de con-

Les élections du 28 mars : le jour de la Résurrection

trôler les forces para-militaires d'extrême-droite. Sous pression américaine totale, la faction encore au pouvoir décide de faire appel à un civil, histoire d'améliorer un peu l'image de marque du pouvoir. Ce sera Napoléon Duarte, qui rentre au Salvador et accepte la collaboration avec les forces les plus répressives du Salvador.

S.F. : Selon les thèses officiellement en cours aux USA comme en Europe, le

gouvernement de Duarte ne serait pas un gouvernement d'extrême-droite. Duarte serait plutôt modéré et menacé, aux prochaines élections, par l'extrême droite d'un côté et les guérilleros de l'autre.

G.C. : Oui, en fait les guérilleros refusent le principe des élections dans les conditions actuelles. Les Salvadoriens disent en riant que le jour des élections est celui de la résurrection des Morts, parce qu'on voit voter des cadavres enterrés depuis longtemps. Les élections ont toujours été traditionnellement frauduleuses au Salvador, mais à présent, c'est vraiment du délire. Quand on pense que dans les campagnes des femmes se font massacrer pour avoir fait trop de tortillas, sous prétexte que si elles en font tant, c'est qu'elles doivent nourrir les guérilleros ! comment peut-on penser qu'il peut y avoir des élections libres dans un pays où même la quantité de nourriture est passible de mort ! Et de quelles mort...

Donc la gauche refuse les élections. On va assister à un duel assez comique entre Duarte, qui représente une petite fraction de la Démocratie Chrétienne (Parce que sa collaboration avec la junte a provoqué des scissions à l'intérieur de la D.C, dont une bonne partie est modérée), et quatre ou cinq généraux d'extrême-droite, qui en réalité représentent tous les mêmes intérêts.

S.F. : On reproche à la gauche son abstention en expliquant que c'est ouvrir la porte à l'extrême-droite. Vous pensez que l'extrême-droite est déjà au pouvoir ?

G.C. : Oui. C'est à dire qu'il y a des touches, des sensibilités différentes à l'extrême droite. Certains candidats sont franchement nazis, d'autres non, mais en fait, ce ne sont que les variantes d'un même chœur. On trouve par exemple parmi les têtes d'affiches,

Daubuisson, ex-directeur de la Garde Nationale, agent reconnu de la CIA et chef de l'Escadron de la Mort. Contre lui (mais qu'est-ce que ça veut dire ?), le général Medrano, fondateur de l'ORDEN, lui aussi ex-directeur de la Garde Nationale et manipulé par la CIA.

S.F. : Tous les candidats d'extrême-droite seraient donc manipulés par la CIA ?

G.C. : Tout à fait. Ce simulacre sans signification est là pour légitimer le régime en place et l'aide américaine et fustiger une « gauche antidémocratique » qui refuse l'épreuve du scrutin.

Guérilleros et réfugiés

S.F. : On affirme souvent que les guérilleros sont infiltrés par les communistes, soviétiques ou cubains. On a découvert récemment des conseillers américains armés au Salvador, mais pas d'entraîneurs cubains. Avez-vous rencontré des guérilleros ?

G.G. : Je n'ai pas rencontré de guérilleros, je n'étais pas dans la zone de combats. Ce qui est sûr, c'est que le mythe soviéto-cubain à la vie dure quand on parle de lutte armée en Amérique Latine. Selon tous les renseignements que j'ai il n'y a pas de présence militaires soviétique, cubaine ou palestinienne chez les guérilleros. De plus, les guérilleros ont toujours affirmé haut et fort que c'était eux qui menaient le combat et qu'ils étaient assez grands pour se diriger tout seuls. Je crois d'ailleurs que c'est l'un des points fondamentaux de cette lutte. Ceci dit, il peut se trouver qu'il ait des volontaires internationaux dans les rangs du FMLN, mais parler d'infiltration, ce qui suppose un commandement, une stratégie dictée, non, je ne crois pas.



SALVADOR

S.F. : Quel rôle jouent les réfugiés dans la situation politique salvadorienne ?

G.C. : D'abord, quand on parle de réfugiés salvadoriens, il faut distinguer deux catégories.

Ce sont en général des paysans contraints de fuir leur village à la suite de massacres. La grosse majorité des réfugiés reste au Salvador. Ceux qui habitent près de la frontière hondurienne l'ont franchi à pied, avec les moyens du bord. On estime entre 2 et 300 000 le nombre de gens ayant quitté le Salvador. 30 à 35 000 sont partis aux Honduras ou au Nicaragua et les autres au Mexique et aux USA. Une division qui représente diverses couches sociales. Les plus pauvres, ceux qui n'avaient strictement rien, ont pris leurs enfants par la main et sont partis à pied, donc moins loin. Ceux qui avaient quelque chose à vendre ont essayé de se payer une place dans un camion pour rejoindre le Mexique. Avec l'idée de la famille ou un travail, d'où ils sont chassés par l'administration légale qui leur refuse le statut de réfugiés et les refoule, comme les haïtiens.

Stratégie US : Enlever l'eau autour du poisson.

SF : Dans le rapport qui conclut votre dernier voyage, vous évoquez le « triangle de fer ».

GC : Oui. C'est une expression qui désigne les liens de plus en plus étroits qui unissent Guatemala, Honduras et Salvador. Trois pays frontaliers sur lesquels les USA fondent de grands espoirs pour éviter la « contagion » du Nicaragua. Les Etats-Unis ont élaboré toute une stratégie à la suite de la victoire sandiniste au Nicaragua, lorsqu'ils ont constaté qu'une armée même super-entraînée de l'extérieur comme l'était celle de Somoza pouvait perdre face à une organisation de guérilla pour peu que cette dernière ait le soutien de la population. Une stratégie testée au Salvador avec l'idée de l'appliquer aussi au Guatemala, et qui tient en trois points essentiels :

Premier point : enlever « l'eau autour du poisson », c'est à dire enlever toute base à la lutte de guérilla, qui trouve un appui essentiellement rural. Pour supprimer l'aide des paysans, c'est simple, dit l'administration américaine, supprimons les paysans. D'où les massacres, les déplacements successifs, la terreur quotidienne qui n'a de sens que dans cette optique d'intimidation radicale...

SF : Pourtant, l'am-

bassadeur USA, Dean Himmelfarb, multiplie les déclarations sur les droits de l'homme.

G.C. : Ben oui, parce que sur le terrain, les témoignages sont tellement insupportables qu'ils sont bien obligés de dire quelque chose. Ce n'est pas facile d'être ambassadeur américain au Salvador, le précédent en sait quelque chose.]

Le second point de la stratégie US : boucler la frontière. Le Salvador est coincé entre le Guatemala et le Honduras, avec l'océan derrière. Il n'a pas de frontières, avec le Nicaragua. Il s'agit donc de créer une zone étanche, afin d'éviter ce qu'il s'est passé au Costa-Rica, où le Front Sandiniste allait reprendre des forces et chercher des provisions. Côté Guatemaltèque, ça paraît impossible d'y trouver une aide quelconque vu ce qui s'y passe. Reste le Honduras, où l'on va appliquer le harcèlement systématique pour contraindre les réfugiés à quitter la frontière et transformer la zone frontalière en un « no man's land » où les deux armées honduriennes et salvadoriennes prendraient en tenaille les guérilleros.



SF : L'obstacle à ce harcèlement des réfugiés, ce serait alors les observateurs étrangers ?

G.C. : C'est cela. Les réfugiés étant placés sous le contrôle du Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU, cela a entraîné tout un programme d'entraide humanitaire qui nécessite la présence de délégations internationales. Délégations et observateurs qui empêchent les soldats d'agir à leur guise. Mais alors il devient vital pour l'armée salvadorienne d'éliminer les réfugiés : d'une part ils transforment la zone stratégique en non-territoire, et d'autre part, ils suppriment du même coup la présence d'observateurs étrangers.

SF : Malgré tout, les USA sont en train de perdre leur crédibilité, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur

G.C. : Oui. Le Canada a fait mar-

che arrière, rejoignant les pays européens qui n'envoient pas d'observateurs aux élections du 28 mars, ce qui revient à admettre implicitement le caractère non démocratique des élections. Et l'opinion américaine commence à se demander ce qu'elle et en train de soutenir. La découverte des conseillers militaires armés a traumatisé l'opinion américaine si moraliste.

Un éditorial du Los Angeles Time dressait l'autre jour un constat intéressant : l'administration US s'indigne des remontrances du gouvernement sandiniste à l'égard de l'église. Okay, mais au Salvador, les prêtres sont massacrés sans vergogne. L'establishment s'indigne que le pouvoir Sandiniste ferme de temps en temps « La Prensa », le journal d'opposition. Mais au Salvador, les journalistes sont assassinés ou exilés et les journaux fermés. Reagan s'inquiète des prisonniers politiques au Nicaragua, qui sont en fait d'anciens membres de la garde de Somoza. Effectivement, au Salvador, il n'y a pas de prisonniers, seulement des cadavres. Alors, quand Reagan explique que c'est Duarte ou le chaos, le chaos on est en plein dedans. Je pense qu'il faut peut-être faire confiance

à l'opinion américaine et à la presse, là-bas.

SF : Mais les américains peuvent-ils se permettre de perdre le Salvador ?

G.C. : Je ne sais pas. Le problème, c'est qu'un des premiers gestes de Reagan a justement été de jouer la carte salvadorienne en disant que « Carter a perdu le Nicaragua, mais vous allez voir, l'Amérique et moi garderons le Salvador ». Une revanche et une question de prestige. Les USA vont donc mettre le paquet là-dessus. Alors quoi ?

Le FMLN demande l'ouverture de négociations, mais de négociation qui remettent fondamentalement en cause les visées US, et que l'Amérique ne peut pas accepter. D'autre part, plus le temps passe et moins les USA auront de crédibilité pour offrir autre chose. Il commence à être question d'envoyer les G.I.'s sur place, mais le risque c'est de s'enliser dans un nouveau Vietnam et l'opinion américaine ne suivra jamais. Ce qui est possible, par contre, c'est que, plutôt que d'envoyer les boys aux yeux bleus, Reagan a choisi d'expédier des contingents de mercenaires. Des Portoricens, par exemple, ce qui aurait pour effet de moins heurter l'opinion américaine, au moins dans un premier temps.

Ceci dans l'hypothèse où les USA s'accrochent au Salvador. Les élections du 28 Mars et l'attitude de la gauche seront sans doute déterminantes à ce niveau-là.

Propos recueillis par Marc Weitzmann.

Les U.S.A. en Afrique

Le début du mois, le président de la Banque Mondiale, M.A.W. Clausen, s'est de nouveau adressé aux autorités américaines pour leur demander « que soient honorés les engagements pris par les Etats-Unis en faveur de l'Association pour le développement international » (A.I.D.). En effet, celle-ci a été obligée de diminuer le volume de ses prêts pour l'exercice en cours à cause de la réduction de la contribution américaine (cf Sans Frontière, n° 48).

Cette baisse des moyens financiers de l'AID touche en particulier les pays les plus démunis de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique Saharienne. Les Etats-Unis sont, selon M.A.W. Clausen, « devenus, parmi les grandes nations industrialisées de l'O.C.D.E » (1), « Celle qui, l'Italie exceptée, consacre la plus faible part de son produit national brut à l'aide publique au développement » : 0,27 % en 1980 contre 0,53 % en 1960 (et 0,37 % en moyenne pour l'OCDE). Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis se désintéressent des régions concernées. Au contraire, mais ils préfèrent s'en occuper à leur manière.

La politique américaine en Afrique est, à cet égard, typique : les Etats-Unis sont en train de mener une campagne importante destinée à développer leurs intérêts dans cette région du monde, en commun avec les buts poursuivis par les organisations internationales comme l'AID. Sans même parler des liens entretenus avec l'Afrique du Sud, il est aisé de trouver des exemples.

Rappelons-nous, au début de l'été 1981, le voyage aux Etats-Unis du président gabonais Bongo au cours duquel il a été décidé d'accroître la

dollars) a également bénéficié de conditions très avantageuses pour un prêt destiné à financer les travaux du barrage de Soubre.

Le Camroun voit lui aussi se développer sa coopération avec les Etats-Unis ; et les banques américaines portent un intérêt croissant à ce pays (avec lequel la balance commerciale américaine a été déficitaire de 500 millions de dollars en 1980). C'est du moins ce qu'ont déclaré le ministre camerounais des Finances et M. R. Hill, président de la First National Bank of Boston, dont une filiale a été inaugurée, le mois dernier, à Douala.

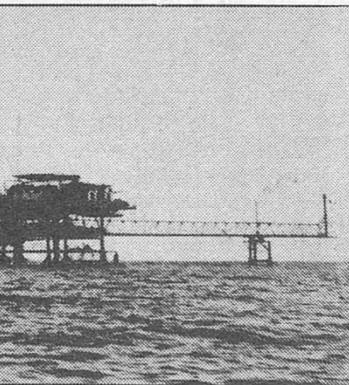
La Maroc, enfin, représente une pièce importante de la politique africaine des Etats-Unis (2), et les dollars US ne dédaignent pas de s'y investir :

- A l'automne 1981, l'USAID (Agence américaine pour le développement international) accorde une « aide gracieuse » de 2,34 millions de dollars pour achever le centre de développement des énergies renouvelables de Marrakech.

- En décembre 1981, signature d'un contrat entre l'Office National de Recherches et d'Exploitation des Hydrocarbures et la Firme Américaine Atlantic Richfield Cy, pour relancer la prospection des hydrocarbures près des côtes.

- Crédits de l'EXIMBANK (Export-Import Bank) pour l'exploitation des mines de phosphates (dont le Maroc a les plus grandes réserves mondiales).

Cette volonté des USA de développer leurs échanges et leurs investissements en Afrique, s'est clairement manifestée par l'envoi, en janvier dernier, d'une mission économique dans 4 pays africains (Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc,



collaboration entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

A la fin de l'été, c'est le Mali qui signe avec les Etats-Unis un accord de subvention destiné à améliorer la production et la commercialisation du bétail (le projet porte sur une enveloppe financière totale de 9 milliards de francs maliens).

En décembre 1981, la Côte d'Ivoire reçoit un prêt de 20 millions de dollars destiné au financement de l'habitat dans les villes de l'intérieur du pays. Selon les propres paroles du ministre ivoirien des Finances, A. Kone, cet accord n'est que le prélude à la signature d'autres conventions de prêts avec les banques américaines. La Côte d'Ivoire (avec laquelle les Etats-Unis enregistrent un déficit commercial de l'ordre de 200 millions de

et Nigéria), avec à sa tête les secrétaires au Commerce et à l'Agriculture, et avec les dirigeants de 25 sociétés américaines. Cette « Politique d'implantation économique » fournit de bonnes bases à d'éventuels accords politiques et militaires (témoin le resserriment tout récent des liens militaires entre le Maroc et les Etats-Unis), et permet à ces derniers de mettre le pied dans des pays qui relevaient traditionnellement de la « sphère d'influence » d'autres puissances.

Antitrust.

(1) Organisation de coopération et de développements économiques.

(2) Sur la politique des USA en Afrique, voir l'ouvrage intitulé « Les Etats-Unis et l'Afrique : Les intérêts en jeu », J.S. Whitaker, Ed. Karthala, 1981



Les Antilles après huit mois de pouvoir socialiste :

DES CHANGEMENTS, MAIS LIMITES

Max Martin, propriétaire de la plus grande bananerie de la Guadeloupe a été assassiné à Capesterre-Belle Eau, dans la nuit de dimanche à lundi. Ce meurtre qui intervient au moment d'un conflit qui opposait ce « Caïd » de la banane à ses employés en grève depuis plus de deux mois. pour exiger une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, risque de tendre davantage une situation politique et économique déjà orageuse.

Quoiqu'il en soit la question qu'on ne peut s'empêcher de poser est la suivante : s'agit-il d'un assassinat politique, parce que Martin refusait de céder aux revendications des employés, ou s'agit-il plutôt d'un règlement de compte qui dans la foulée discrédite le mouvement indépendantiste qui soutient ces employés, au moment même de la visite de Mrs Emmanuelli et Defferre, qui a déclaré au cours d'une conférence de presse « que deviendraient les Guadeloupéens livrés à eux-mêmes ? si l'on regarde des îles voisines, c'est souvent la misère et la dictature ». A s'y méprendre on a l'impression d'entendre les plus mauvaises déclarations de M. Dijoud.

Se demander est un façon de parler. Il ne fait aucun doute que ce voyage a avant tout un objectif électoral. D'ailleurs le programme de la visite ministérielle est truffée de meetings de soutien aux forces politiques prosocialistes. Il s'agit aussi de redorer le blason du Secrétaire d'Etat aux DOM et TOM qui a terni à la suite du camouflet que lui a infligé F. Mitterrand en refusant de reporter les élections cantonales d'un an (1).

Ceci peut expliquer qu'Emmanuelli soit accompagné lors de cette tournée de son ministre de tutelle, Mr. Gaston Defferre. Ainsi on espère du côté de Matignon faire taire les rumeurs de disgrâce en haut lieu du Secrétaire d'Etat aux DOM et TOM. De plus en envoyant son numéro deux, le gouvernement souhaite montrer qu'il porte une attention particulière aux populations antillaises.

Mais hors ces considérations politiciennes, ce voyage ne semble pas annoncer une orientation nouvelle de la politique gouvernementale vis-à-vis des Antilles.

D'ailleurs, huit mois après le 10 mai 81, on peut légitimement s'interroger sur les changements intervenus dans les colonies françaises du continent américain. Quand on examine les faits, on est sceptique quant aux volontés réformatrices ou émancipatrices des socialistes français.

Certes, il y eu des changements de forme. La repression a perdu ses aspects les plus brutaux et les plus criants. Les procès en cascade se sont arrêtés, les inculpations de militants sont tombés, les exploits des gardes-mobiles se font plus rares, les patriotes guadeloupéens du GLA et guyanais ont bénéficié de l'amnistie. Il faut aussi l'ouverture des médias officiels à la gauche anticolonialistes.

Mais ces changements sont limités. Par exemple le nouveau préfet de la Martinique a déclaré qu'il n'hésiterait pas à utiliser les forces de l'ordre contre des manifestations « troublant l'ordre

public », les travailleurs de l'hôpital Saint-Claude qui s'étaient mis en grève ont eu affaire aux « Képis rouges » de la préfecture, un leader indépendantiste guyanais a été assassiné dans des conditions plus que troublantes à la fin de 81. Quant à la radio et la télévision, si les partis traditionnels de gauche (PPM, PC, Fédérations Socialistes) peuvent s'exprimer, les indépendantistes subissent toujours une discrimination.

Mis à part ces aspects positifs, le changement s'arrête là aux Antilles. Pour expliquer cette absence d'initiative, le pouvoir rétorque que sa récente prise de fonction ne lui a pas permis de mettre en pratique ces idées. Cet argument ne vaut pas car il est certain qu'animé d'une réelle volonté politique, le gouvernement aurait pu apporter des changements immédiats et importants. Mais à défaut de percevoir des changements de fond au travers des faits, tentons de les trouver au sein des déclarations d'intention du Secrétaire d'Etat au DOM et TOM.

Ce qui frappe l'absence totale de politique ambitieuse, stimulante et claire. On a la désagréable impression que les socialistes n'arrivent pas à maîtriser les dossiers antillais, et sont donc obligés de ne se consacrer qu'à l'intendance. La présentation de ses vœux de nouvel an à la presse par M. Emmanuelli a illustré cette attitude. On y attendait un bilan et une politique, on a vu un ministre sautiller d'île en île, de DOM en DOM pour signaler de ci de là quelques problèmes.

Ce manque total de renouveau et d'imagination se retrouve quand M. Emmanuelli définit le but de sa politique : « elle permettra aux DOM de rester dans l'ensemble français » (2). Ceux qui espéraient de la gauche française une attitude anticolonialiste conséquence en sont pour leur frais. M. Emmanuelli justifie cette volonté de garder les DOM sous domination française en déclarant qu'il attribue (de quel droit ?) une valeur référendaire au scrutin du 10 mai aux Antilles (3). Faisant fi des taux d'abstention et des conditions élec-

torales antillaises, le Secrétaire d'Etat estime qu'à travers ces élections les populations antillaises ont clairement exprimé leur « attachement à la France ». Ce type de langage ressemble à celui qu'à toujours tenu les gouvernements de droite. A la seule variante que les socialistes précisent que si un peuple des DOM envers et contre leur politique, ils... ne lui déclareront pas la guerre.

C'est le moins que l'on puisse attendre d'homme de gauche. Et encore, le passé colonial des socialistes ne permet pas de prendre cette déclaration pour argent comptant (4).

Mais M. Emmanuelli pousse le bouchon plus loin. Non seulement il est hors de question « d'aider » les Antilles à s'émanciper mais à ses yeux ce problème ne se pose pas : la question du statu serait « un faux problème » (2). Pire les anticolonialistes antillais en se battant pour la dignité et la liberté de leur peuple... feraient le jeu de la droite. Heureux sont-ils d'apprendre cela et de savoir que le Secrétaire d'Etat va leur indiquer quels sont les vrais problèmes qui se posent à leurs peuples ! paternalisme, quand tu nous tiens.

Le terrain étant dégagé et le but étant fixé, il restait au penseur de la rue Oudinot à indiquer le vrai problème : « réduire la dépendance économique des DOM à l'égard de la Métropole » (2). On a du mal à comprendre cette logique ministérielle. D'un côté on maintient la dépendance politique mais de l'autre on veut faire disparaître la dépendance économique. Il y aurait comme une contradiction entre ces deux buts que cela ne nous étonnerait pas.

Neg Mawon

(Suite au prochain numéro)

(1) En dépit de sa proposition de report des élections cantonales dans les DOM M. Emmanuelli a été désavoué lors d'un récent conseil des ministres.

(2) Interview de M. Emmanuelli au journal le Monde du 13/2/82

(3) Interview de M. Emmanuelli au journal le Monde de juin 81

(4) Déclaration de M. Emmanuelli du 19/1/81

Mémorial Fanon 82 : de Fort de France à Paris

Du 31 mars au 5 avril 1982, se tiendra en Martinique un mémorial pour la commémoration du vingtième anniversaire de la mort de Frantz Fanon.

En écho à cet événement, des Guadeloupéens, des Guaynais et des Martiniquais se proposent d'organiser en France une manifestation similaire les 22 et 23 mai 1982 à la Mutualité.

Il y a vingt ans, le 6 décembre 1961, mourait Frantz Fanon, alors que l'Algérie, sa patrie d'adoption pour laquelle il avait combattu, était sur le point d'accéder à l'indépendance.

Célébrer cet anniversaire est un devoir impérieux pour tout Guadeloupéen Guyanais et Martiniquais qui n'accepte pas que Fanon reste inconnu dans nos pays alors que son nom est synonyme d'espoir et de courage pour les damnés de la terre.

Notre projet est de restituer Fanon à nos peuples et de dire, dans le même temps, comment Fanon, par son combat et l'importance de son oeuvre, a apporté une

contribution exceptionnelle à la théorie de la libération nationale.

Rappeler le souvenir de Frantz Fanon c'est le rendre vivant dans le coeur et l'esprit de tous les opprimés ; c'est se rappeler la leçon de cet intellectuel militant qui a su allier avec lucidité et efficacité la théorie et la pratique ; c'est tenter de s'approprier la lecture passionnée et lucide qu'il fit de la réalité coloniale.

Etre fidèle à sa mémoire de révolutionnaire, c'est pour nous, nous engager de façon concrète dans la voie de la dignité et de la responsabilité.

**Le Comité Frantz Fanon
Coordination : Josie Fanon**

Il va sans dire que nous souhaitons voir s'associer à la célébration de ce mémorial tous ceux et toutes celles du Tiers-Monde ou d'ailleurs qui reconnaissent l'importance de la contribution de Fanon à la théorie de la libération nationale et sont également disposés à soutenir notre projet de « restituer Fanon à nos peuples ».

Abdi Nourredine - Alleyne Clyde - Belleterre Jean - Beaucher Stépha - Boukman Daniel - Bangou Alex - Bellemain Manuel - Bazi Safia - Bady Alfred - Bourdin Joseph - Condé Maryse - Cally Sully - Cita Jocelyne - Constant Raphaël - Duverly Hélène - Douro Abdallah - Douro Kheira - Fanon Rosy - Fanon Eric - François - Elie Gabriel - Fondelot Martial - Fredj Jacques - Fanon Olivier - Fanon Josie - Fanon Emilie - Fanon Frantz - Giraud Michel - Garnier Chantal - Gimard Chantal - Gabourg Noëlle - Garcia Susan - Louise - Héloïse - René - Jalème Simon - Jobe M.L. Sérat - Joséphine Lucien - Joséphine Colette - Jouini

Nourredine - Jacques Emmanuel - Kieffer Gunther - Lombard Noëlle - Lirus - Galap Julie - Lafontaine M. Céline - Lattès - Henry Simonne - Luce Carnot - Lubino Lydie - Laupa Yvette - Lucien André - L'Etang Gerry - Mansfield Eric - Marta Alex - Maximin Daniel - Manjean Eddy - Mathéus Marianne - Naymau Laurence - N'Goala Aline - Nicolas J. Michel - N'Gore J. Marie - Pally Euzhan - Phulpin André - Reno Fred - Ravaud Raoul - Saintot Guy - Sabin Francis - Salin M. Lise - Saint-Auret Henri - Henri Silou Osange - Traoré Michel - Val Frédéric - Vestris Josiane - Vestris Yves - Valère Laurent.

Adressez votre soutien financier par chèque bancaire à l'ordre de : MEMORIAL FRANTZ FANON

Compte bancaire 60222 Q

Crédit Lyonnais

Agence CH 507

A l'adresse suivante :

Josie Fanon ;

13 rue Adrien Damalix
94410 - SAINT-MAURICE

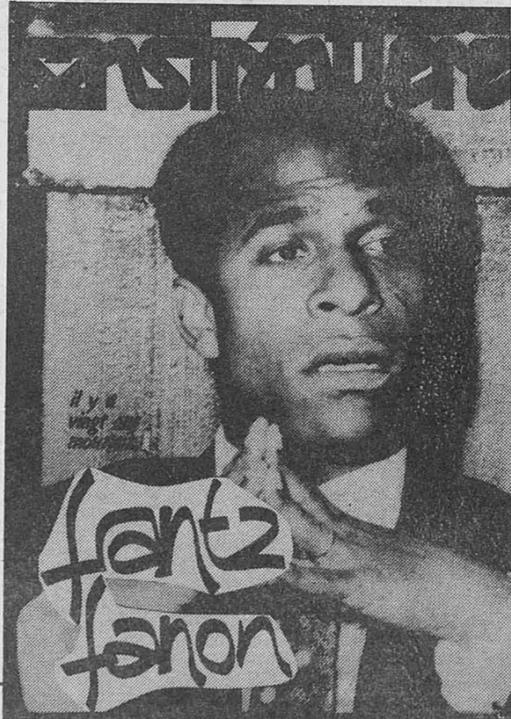
Le Spécial Fanon est vendu dans plusieurs kiosques et quelques librairies

Si vous ne le trouvez pas, vous pouvez le commander à Sans Frontière, contre un chèque de 15,00 F à l'ordre du journal.

Renvoyez le tout à l'adresse de la rédaction.

33 Bd St. Martin - Paris 3^e.

Tél : 278 44 78 -



Guinée : notre conscience blessée

LA REVOLUTION TRAHIE

Le grand espoir né après 1958 et l'écho mobilisateur qui a suivi se sont brisés devant les pesanteurs de la réalité. Quelles que soient les réalisations dont on peut se targuer, le régime guinéen et les excuses qu'il peut trouver devant une conjoncture économique et politique défavorable, le grand défi historique de septembre 1958 s'est transformé en odyssée sanglante où d'authentiques patriotes ont été broyés par une machine répressive au service de la volonté d'un seul homme.

La Guinée indépendante s'orientait après 1958, vers une politique marquée par un rapprochement avec les pays de l'Est qui envoient des cadres techniques aider au développement de la jeune République.

Un accord est passé en 1959, avec l'URSS. La Guinée accorde un soutien sans faille au FLN algérien et au gouvernement de Patricia Lumumba en proie à des difficultés avec la Sécession Katangaise animée par Moïse Tschombé, soutenu par les milieux financiers belges.

Les discours enflammés de Sékou Touré transmis par « *la Voix de la Révolution* », ses attaques permanentes contre le colonialisme français, galvanisent la jeunesse et les milieux progressistes africains. Pendant quelques temps, la Guinée devient le centre d'intérêt de l'opinion internationale et symbolise à bien des égards l'Afrique en lutte. L'option marxisante du régime se précise et le PDG, parti au pouvoir, tient bien la population en main, ce qui permet d'atténuer les effets négatifs de l'isolement.

« *Le Parti Démocratique de la Guinée*, déclare Sékou Touré, est un parti de masse créé pour défendre les intérêts du peuple ».

Il est fondé sur le centralisme démocratique et adopte à peu près le modèle léniniste d'organisation. Sékou Touré rejette cependant la lutte des classes : « *La Guinée, dit-il, n'a pas de classes* ». Son socialisme repose sur les communautés africaines, villages et famille. « *L'Afrique*, ajoute Sékou Touré, est essentiellement communautaire ». Une union va se créer à partir de 1960 : c'est l'axe Ghana-Guinée-Mali qui aura une existence éphémère mais permettra surtout à la Guinée de bénéficier de subsides ghanéens.

L'obsession des complots

Sur le plan intérieur, les difficultés économiques commencent, se traduisant par une lassitude de

la population devant les slogans et les grands thèmes mobilisateurs qui ne changent pas pour autant les conditions d'existence.

La nature autoritaire du régime se dissimule mal sous le couvert du progressisme et de 1958 à 1970, le pouvoir guinéen n'en annoncera pas moins la découverte de douze complots destinés à abattre le « régime révolutionnaire ».

En 1961, c'est le complot dit des intellectuels marxistes. Le Comité directeur du syndicat des enseignants est traduit devant la Haute Cour de Justice. Noumandian Keïta, vieux militant syndicaliste, est condamné à 10 ans de prison, de même que Djibril Tamsir Niane, dramaturge et historien guinéen.

L'ambassadeur d'URSS, Solod est expulsé de Guinée.

Peu à peu, un corset de fer enserré le pays. Le régime, pour masquer sa faillite économique, livre en permanence un bouc émissaire à la vindicte populaire.

En 1965, à la suite du dépôt de statuts d'un nouveau parti, le PUNG (Parti de l'Unité Nationale

Peu à peu, un corset de fer enserré le pays. Le régime, pour masquer sa faillite économique,

livre en permanence un bouc émissaire à la vindicte populaire.

En 1965, à la suite du dépôt de statuts d'un nouveau parti, le PUNG (Parti de l'Unité Nationale de Guinée), plusieurs commerçants et fonctionnaires sont arrêtés pour activités contre-révolutionnaires. Un cycle infernal de complots, répression, s'abat sur la Guinée. Après la rupture des relations diplomatiques avec la France en 1965, l'impérialisme français est la cible permanente du régime qui s'en prend régulièrement aux services de Foccart et de ses agents guinéens de la 5^e colonne.

En 1969, le colonel Kaman Diaby et Keïta Fodeba, ancien ministre de la Défense et célèbre créateur des ballets d'Afrique Noire, sont arrêtés et exécutés. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont mis en cause et Sékou Touré fréquemment sur les ondes de « *La Voix de la Révolution* » appelle au renversement de ces deux régimes « *suppôts de l'impérialisme français* ».

Malgré les dénonciations véhémentes de Sékou Touré de l'impérialisme, les sociétés anglo-saxonnes sont plus que jamais présentes en Guinée. Depuis 1963, US Harvey (aluminium, concession à Boké), Péchiney, Noranda Canada, British Aluminium, Alcan (fer), Montedison, se sont installés en Guinée. Aucune grève n'est tolérée, malgré les dispositions de l'article 44 de la Constitution. La presse est entièrement aux ordres du régime. Trois feuilles, « *Horoya* » (organe du Parti), « *Sofa* » (l'armée) et « *Foninke* » (organe de la jeunesse de la Révolution Démocratique) sont des organes de propagande plus enclins à faire l'éloge dithyrambique du régime qu'à en critiquer les aspects négatifs. Le 22 novembre 1970, quelques centaines d'immigrés du Front de Libération de Guinée, appuyés par des militaires portugais de Guinée Bissau, débarquent à Conakry pour renverser à la fois le régime et éliminer Amilcar Cabral. Le coup échoue. Toute l'Afrique se mobilise derrière la Guinée. Le régime à bout de souffle, redore son blason. La répression sera féroce et donnera lieu à des procès retentissants, avec des aveux radiophoniques ; 91 peines

capitales dont 33 par coutumace, seront prononcées et 66 Peines à la détention perpétuelle. Puis le cycle reprend de plus belle : en mai 1975, les ouvriers de l'extraction de FRIA; révoltés par leurs conditions de travail et d'existence, se mettent en grève ; ils seront durement réprimés. En 1976, on annonce une tentative d'assassinat contre Sékou Touré, et la découverte d'un complot, ourdi par des mercenaires depuis le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Diallo Telli, ministre de la Justice et Premier Secrétaire de l'OUA, de même que plusieurs dignitaires Peuls, sont arrêtés et exécutés après avoir été effroyablement torturés. En août 1976, Sékou Touré annonce qu'il déclare « *la guerre aux Peuls* » qui sont accusés de tous les maux dont souffre la Guinée. En 1977, les marchandes de Conakry, excédées par les abus de la police économique, forment un cortège et marchent sur le palais présidentiel. Le PDG, parti Etat, accuse la contre-révolution.

Le corset se dessert un peu et une vaste ouverture diplomatique est menée. Sékou Touré se réconcilie d'une manière spectaculaire à Monrovia avec Senghor et Houphouët.

Une bureaucratie gangrénée par la corruption, une politique économique paralysée par le marché noir, avaient mené le régime à opérer une vaste décentralisation dès 1973, avec la création de communes villageoises et des bourgades attelées et motorisées. Le plan quinquennal (1973-1978) prévoyait la production de deux fois plus de riz, de six fois plus d'arachides, trois fois plus de bananes. L'Etat fait largement appel aux sociétés occidentales qui s'intéressent aux gisements de Tougué, Dabola et cherche de nouveaux partenaires en l'Algérie et la Libye pour l'exploitation du fer des monts Nimba et Simandou.

En 1978, la réconciliation avec la France, trouve son aboutissement avec la visite triomphale de Giscard à Conakry.

Depuis la défaite de Giscard, les relations avec la France sont au point mort. Si en 1965, Sékou Touré avait publiquement félicité F. Mitterrand pour avoir mis en ballotage De Gaulle et l'avait même reçu comme un Chef d'Etat à Conakry, il n'a pas hésité plus tard à la traiter de « *Nazi* » et de « *crapule* » et le Parti Socialiste de « *Parti de la souillure* ».

Le régime guinéen a récemment adopté une constitution islamique et, à la recherche de pétro-dollars, se tourne vers l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe.

Un pays exsangue

Aucun pays n'a bénéficié d'autant de crédit en Afrique que la Guinée vers les années 60. Porteparole d'une Afrique à la recherche de son destin, Sékou Touré, auréolé de son « *non* » historique à De Gaulle, a longtemps frappé l'imagination africaine. Par son



charisme personnel et son patriotisme ardent, il a longtemps symbolisé aux yeux de la jeunesse africaine idéaliste, ce que devait être un homme politique africain, pouvant relever les défis les plus téméraires et être proche des réalités du peuple. Au jeune syndicaliste plein d'enthousiasme, à la fougue révolutionnaire, a succédé un dictateur boursoufflé jusqu'à la démesure, en proie à l'obsession de complots permanents, cloîtré dans son pays pendant des années de peur d'un coup d'état et ayant sacrifié à son appétit de pouvoir la plupart de ses compagnons de route. Tragique mésaventure pour des patriotes africains immolés aux démons du fanatisme : je pense à Keïta Fodeba, Diallo Telli, Magassouba Moriba, Kaman Diaby, etc... Pendant longtemps, des intellectuels progressistes se sont voilés la face devant le cas guinéen. Le souvenir du 28 septembre 1958 restait encore trop présent dans les mémoires pour pouvoir s'effacer devant une réalité sinistre, à savoir que la Guinée est devenue un bagne, un enfer pour ses propres enfants.

En 1978, avec ses 3 000 emprisonnés, battait le record de détention politique par tête d'habitant. On y torture, on y assassine. Des journaux ayant fait longtemps l'éloge du régime comme Afrique-Asie se taisent devant la réalité quotidienne du peuple guinéen. Qu'ils visitent le camp de Boiro et les centres de torture qui n'ont rien à envier à ceux des dictatures latino-américaines !!!

On nous objectera que la Guinée a été asphyxiée économiquement par la France gaulliste ; certes, la jeune république a débuté dans un climat de boycott de la finance internationale. Mais après, les sociétés américaines ont prospéré en Guinée. D'autres pays comme la Tanzanie par exemple, ont adopté un modèle de développement socialiste et ont toujours eu une politique extérieure anti-impérialiste sans tomber dans les excès du discours marxisant et de la répression arbitraire.

Il est temps d'ouvrir les yeux. Sékou Touré est un sinistre boucher à qui l'Afrique ne pardonnera pas de l'avoir floué !

Macodou Ndiaye



« Le camarade Stratège, responsable suprême de la Révolution »

14 - Sans Frontière



Inti-Illimani.

Du soleil en gros !

Si les Inti Illimani, comme les Quilapayun, les Illapu et j'en passe, ont été obligés un jour de quitter leur pays, c'est bien parce que leur musique, profondément enracinée dans le Chili, engagée avec son peuple, n'est pas de ces musiques que l'on écoute comme un bruit de fond destiné tout juste à vous tenir compagnie.

Bien au contraire, leur musique était et reste une musique vivante qui existait pour interpeller, pour accompagner les êtres vivants en quête d'une issue pour leurs attentes. Mais en plus, quelque chose qui les a toujours distingués, une musique belle. Très belle, très légère, fruits des arrangements magiques de Horacio Salinas et de la grande qualité instrumentale de Jorge Coulon, Max Berru, Horacio Durán, Jorge Seves et Marcelo Coulon, les autres membres du groupe.

D'ABORD FOLKLORIQUE, PUIS POPULAIRE ET PUIS ...

Comme beaucoup des groupes qui ont constitué ce riche et puissant mouvement qui a été la Nouvelle Chanson Chilienne, Inti Illimani a eu des débuts très folkloriques, un peu moins « andins » tout de même que ceux de ses congénères d'Illapu. Très vite, on s'est aperçu que le groupe était en recherche perpétuelle et qu'il y avait à chaque album, à chaque nouveau spectacle, un changement. Le trait d'union restait ce son léger et dépouillé qui en fait un groupe qu'on éprouve vraiment du plaisir à entendre. A côté de cela, les mots traduisaient toujours la sensibilité immédiate face aux progrès ou aux difficultés trouvées par le mouvement populaire. Après le coup d'état, la voix se fit grave. La légèreté et la gaieté du son des INTI est devenu mélancolique. Mais ces gens-là sont têtus et nés pour aller de l'avant.

OH BELLA ITALIA ...

Les chemins de l'exil les conduisent à Rome. L'Italie est, pour les sud-américains, un pays qui permet de retrouver des odeurs, des couleurs, une certaine chaleur et spontanéité que nous avons laissés derrière nous. Il est difficile de résister aux charmes et à la chaleur d'un pays et d'un peuple qui manifeste avec une générosité remarquable sa solidarité avec les chiliens éloignés de leur patrie. La musique des Inti, généreuse elle aussi, ne pouvait qu'être très vite adoptée par les italiens. Non seulement par les initiés ou les grands amis de la cause chilienne, mais par tous les italiens. Et voici des chansons des Inti disputant les premières places des hits-parades aux plus grands de la chanson italienne et, quel manque de respect ! aux plus grands du rock aussi. Un succès doublement remarquable puisque leur musique n'était pas faite pour cela mais pour autre chose.

Les INTI se sentent alors très engagés, avec ce public et cette atmosphère qui les accueille si chaleureusement. Ils commencent à inclure dans chaque disque, dans chaque concert, des chansons en italien. Ils veulent s'adresser à leur peuple d'adoption dans leur langue, s'approcher davantage d'eux pour mieux leur raconter ...

IL MERCATO TESTACCIO

L'Italie c'est aussi la musique et très souvent, les rues sont envahies par les sonorités d'une mandoline qui accompagne « una canzonetta napolitana » ... Comment rester insensible, comme faire la sourde oreille. Comment demander aux Inti, musiciens et hommes sensibles, de résister aux charmes qui flottent dans l'air. D'ailleurs, ils sont devenus ce qu'ils sont, c'est précisément parce qu'ils sont incapables de rester indifférents à la vie qui bouillonne autour d'eux. Et ils se sont laissés séduire. Ah non ! Pas pour faire dans le facile, mais pour faire « parler » à leurs instruments la langue du pays et des gens qui les entourent. Et cela donne, par exemple, ce véritable joyau qu'est « El Mercado Testaccio », un thème instrumental qui entrera certainement à l'histoire vivante des musiques populaires. Ce morceau fait partie de leur dernier album (il sera en vente lors des concerts à Paris), et marque le coup d'envoi des concerts qu'ils donneront au Théâtre Musical de Paris, du 24 au 27 février. Cinq concerts dans lesquels on découvrira en outre une très belle chanson de ce grand poète et musicien qu'est Patricio Manns, un chilien qui commence enfin à sortir de l'ombre : Palimpsesto c'est son nom et elle est dédiée au Nicaragua. Il y a aussi « Un son para Portinari » un très beau poème du cubain Nicolas Guillén, mis en musique par Horacio Salinas qui a fait la quasi-totalité des musiques et des arrangements du Inti. Le 13, dit-on, porte mauvaise chance. Je n'en sais rien. Mais je suis sûr que les treize chansons que vous pourrez entendre au programme d'Inti Illimani seront une de ces chances qui n'existent pas tous les jours. Ne la laissez surtout pas passer !

Rendez-vous donc à partir du 24 février au Théâtre Musical de Paris, en face du Théâtre de la Ville, toujours pas remis de ses brûlures. Il faut y être à 18h30, et se munir -si possible- de l'argent nécessaire pour acheter leur disque qui, aux dernières nouvelles, ne sera pas distribué en France. Encore une fois, ne laissez pas passer la chance.

Eduardo Olivares

Les libres parcours du tango

Pour une soirée qui s'annonce merveilleuse, Eve Griliquez, productrice déléguée de l'émission « Libre Parcours Variétés », sur France Culture, a réuni 4 des meilleurs groupes de tango : le Cuarteto Cedrón, Gotan, le duo Tomas Gubitsch et Osvaldo Calo et le bandonéoniste Juan José Mosalini, et son groupe Canyengue. Quatre visages pour une musique qui de Gardel à Juan Cedrón continue à animer les bals, transmettre la poésie et inspirer les musiciens. Si vous n'étiez pas mer-

ami de Neruda et de Garcia Lorca, Raúl González Tunón, un jongleur d'images pleines de tendresse. Un jeune, grand ami des gars du Cuarteto, Juan Gelmann, un écorché vif, tendre et violent, animé d'une révolte qui fait aussi partie essentielle du monde Cedrón. Un monde de musique exquise qui transmet un chant de rébellion et d'espoir sur un fond d'Argentine qui attend ...

LE TANGO ROJO

C'était en 1976, que la France



credi au Grand Auditorium de Radio France, branchez-vous sur France Culture ce dimanche 21 à 14h05.

Julio Cortázar, le grand écrivain argentin, me disait un jour qu'à son avis (passionné, évidemment !), le tango était l'une des musiques la plus strictement populaire qui soit mais que, oh paradoxe !, elle avait toujours véhiculé une philosophie par trop fataliste et résignée. Dans cette même conversation Cortázar parlait du peu de renouveau que le tango exhibait au niveau musical. Lui, en amateur de jazz éclairé, trouvait que le tango en effet ne volait pas très haut dans ce sens où sa structure musicale assez simple ne permettait pas beaucoup de licences à l'improvisation et à l'imagination des musiciens.

Si je juge de Cortázar est tout ce qu'il y a de « globalement correct », il est évident que d'autres se sont, comme lui, confrontés à la même réalité. La seule différence, heureusement pour nous tous, était que s'agissant de musiciens, ils avaient la possibilité de changer. Et ils ont mis la main à la pâte.

LE CUARTETO

Animé par ce grand bonhomme qu'est Juan Cedrón, le Cuarteto Cedrón a débarqué en 1971 à Paris. Dans leurs bagages ils ramenaient une longue expérience d'orchestre de tango et une charge explosive de poésie à la fois tendre et révoltée que l'Argentine en uniforme avait de plus en plus de mal à supporter. Sur le plan musical, le Cuarteto, intégré par un guitariste (Cedrón lui-même), le bandonéoniste César Strocchio, le violoniste Miguel Praino et le bassiste Carlos Carlsen, a des allures de quator à cordes, tant leur accord est parfait. Les arrangements, plutôt « traditionnels », sont parfaitement exécutés par quatre musiciens qui dans la vie de tous les jours sont comme des frères. Et ça « passe » aussi dans leur musique. Côté poésie le Cedron est parti à la rencontre de deux grands poètes argentins. Un vieux de la vieille,

connut la naissance d'un groupe à la vie hélas éphémère. Hélas ? C'est peut-être un peu vite dit car son éclatement nous permit de découvrir toutes les possibilités de ses musiciens devenus par la suite solistes ou chefs d'orchestre.

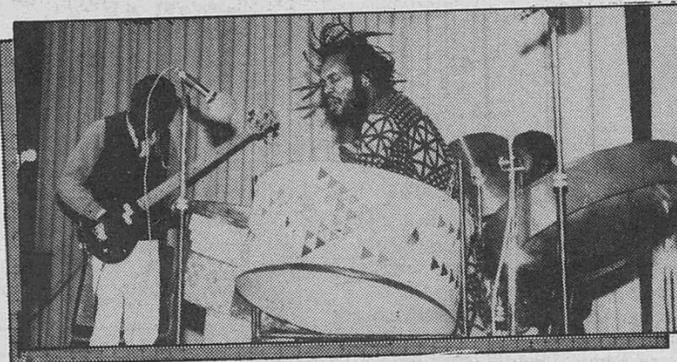
Je parle du Tiempo Argentino et de deux de ses intégrants, le bandonéoniste Juan José Mosalini et le guitariste Tomás Gubitsch. Musiciens au talent inépuisable, ils sont partis sur des voies différentes où le trait commun reste le tango comme un coup de pouce à des envolées musicales où la séduction du jazz n'est pas absente. Mosalini nous avons pu le voir

depuis en soliste où accompagnant des grandes chanteuses comme Mercedes Sosa, Isabel Parra ou Valeria Munariz. Des doigts comme des oiseaux de feu qui arrachent au bandonéon des mélodies électrisantes qui sont uniques mais qui sortent tout droit de l'univers sonore de Buenos Aires.

Tomás Gubitsch c'est le musicien qui vous fera exclamer : voilà autre chose ! Car c'est en effet autre chose. Tomás est un guitariste formé dans des groupes de rock qui constituent son entrée en matière. Excellent interprète, compositeur remarquable, il vit très jeune une grande expérience. Il joue avec Piazzolla qui l'invite non pas par altruisme, mais parce que le jeune Gubitsch vaut son pesant en arpèges. Après une fin plutôt décevante de l'expérience, il passe au Tiempo Argentino dont il contribuera à faire un grand moment de la musique argentine nouvelle. Et puis, il a voulu montrer son talent d'une manière plus directe, plus en première personne. Il est allé retrouver son copain Osvaldo Calo qui est lui un pianiste d'une très grande sensibilité. Le duo Gubitsch-Calo était né et c'est très beau. Du tango ? Certes non si l'on entend par là ce que nous connaissons jusqu'à présent. Mais c'est une musique qui est comme une réponse au défi de Julio Cortázar. Une très grande qualité musicale, des envolées « jazzy », des solos de guitare et de piano tour à tour envoûtants ou hallucinants. Le tout sur un fond doucement argentin. Pas trop. Juste pour la griffe.

Un programme exceptionnel dû à cette amoureuse de l'Amérique Latine qu'est Eve Griliquez. Chapeau et remettez-nous ça vie !

Eduardo Olivares



Michel Alimeck

Leader du groupe Amazonie

Personnage riche en couleurs il aime à faire chanter les tambours et danser les steel drums (instrument importé de Trinidad) il n'en joue pas pour autant de manière typique, lui-même originaire du pays Saramacca (Surinam), élevé en Guyane Française ne s'accommode d'aucune classification. S'il a joué avec de grands musiciens de jazz, Mal Waldron Don Cherry, Alan Silva il n'en tire aucun privilège dans la jungle du jazz. Son art ne se limite pas, il s'appelle la vie, c'est à dire l'expression de tout sentiment.

De l'écriture, il nous conte des histoires pleines de malices et de

sagesse telle l'histoire de la petite fille et du vieillard percuté du cri des singes, en révolte contre les hommes.

Amazonie, forêt vivante de tous les chants fredonnants des oiseaux où chaque musicien selon son origine propre, rapporte une couleur vers une rythmique féconde, se produira les 10-12 mars au Music in à Rome.

Le 6 et 20 avril, au feelings au 6, rue des Lombards - 75001 Paris, le 28 avril à la Maison de la radio, concert organisé par (Libre-Parcours) entrée gratuite et à nouveau, les 12,13 et 14 juin au Feelings.



A l'écoute des traditions musicales

Récital de Oud par Hussein El Masry

C'est lors d'une soirée chez mon ami le peintre abstrait Farouk Osny, alors Directeur du Centre Culturel Egyptien à Paris, que je rencontrai pour la première fois Hussein El Masry. Sa virtuosité n'avait d'égale que son humour, ainsi continua-t-il son récital jusqu'à l'aube dans la salle de bain ; à cela je reconnus un artiste véritable dévoré par une passion insatiable. Comme son nom l'indique, Hussein El Masry est Egyptien, et suivant la voie tracée par le grand maître irakien Munir Bachir, il revendique le statut de soliste de musique classique arabe. Pourtant, ce n'est pas à proprement parler un traditionaliste, il ne néglige pas les apports que lui donne sa formation musicale hybride et sa curiosité de voyageur, mais il s'inscrit en porte à faux par rapport à cette musique bâtarde déversée par les médias arabes. Il cherche, c'est un créateur. Influence du pentatonisme asiatique (sa femme est chinoise), de certains modes indiens, dynamisme de la musique populaire égyptienne, modulation et cadence à l'occidental, sa musique n'en reste pas moins inconditionnellement arabe. Sous le couvert de ses multiples trouvailles, on découvre toujours le pur style du « *taksim* » (pluriel : *takassim*), improvisation régie par des lois à la fois rigoureuses et parfaitement libres, ponctuée par de nombreuses respirations. Hussein, virtuose remarquable, brode, improvise thèmes et variations, s'éloigne parfois de la tradition mais y retourne sans cesse avec insistance. Voilà ce que j'appelle un modernisme conséquent qui ne néglige pas 13 siècles de musique citadine et savante. Il interprétera, lors de son récital, certaines de ses compositions que l'on peut trouver sur ses deux excellents disques (2) ; et quelques BASHRAF et SAMAI : ces morceaux instrumentaux, bien que d'origine turque, font partie du patrimoine arabe et son enseignés à ce titre dans les conservatoires égyptiens.

Issu d'une famille mélomane du Caire, il étudie le « *Oud* » avec Mahmoud Kamel à l'Institut de Musique Traditionnelle de

l'Avenue Ramses II, et le chant et la théorie avec Abd El Halim Nouera, actuel chef de l'orchestre national d'Egypte. Parallèlement, il étudie le piano et l'harmonie dont il poursuivra l'étude à l'Ecole Normale de Paris.

Durant près de cinquante ans, l'Egypte a été le centre de rayonnement culturel du monde musulman, autant par sa production cinématographique que par ses grands chanteurs formés à la tradition du chant classique syro-égyptien : Abd El Ouahab, Oum Kaltoum, Abd El Halim Hafez, etc... Toutefois, je préfère les petites formations du début de leur carrière à ces orchestres monumentaux qui firent leur succès par la suite, avec des arrangements souvent dignes des plus mauvaises opérettes madrilènes.

Depuis le congrès du Caire de 1932, un grand effort a été fait pour préserver la musique traditionnelle arabe grâce à la notation musicale et la création de conservatoires.

La corporation des musiciens est issue d'un milieu populaire, on y trouve beaucoup de Coptes (chrétiens orthodoxes), tel le grand luthiste Georges Michel. Quant à la tradition rurale, on la connaît bien grâce aux « *musiciens du Nil* ». Elle se rapproche avec ses instruments archaïques de la musique berbère d'Afrique du Nord.

Le « *Oud* » est un luth à manche court en forme de demi-poire, d'origine persane. Dans les premiers temps de l'Islam, instrument des musiciens de cour, il fut amélioré au 8^e siècle par Ibrahim El Mawssili, fondateur de la première école de musique à Bagdad, sous le Khalife Haroun El Rachid, puis au 9^e siècle par le célèbre Ziriab, fondateur de l'école andalouse dont la musique actuelle du Maghreb en est l'héritière directe.

On le retrouve au Moyen-Age en Europe où, adapté au genre polyphonique, il eut un vif succès. Il est devenu dans le monde arabe, un instrument aussi répandu que la guitare en Europe. Malheureusement, les bons instruments deviennent très rares, fabriqués souvent à la hâte par des enfants peu expérimentés, et de facture grossière. Un bon « *Oud* » doit être extrêmement léger, une décoration surchargée n'est pas un critère de qualité, surtout lorsque ses incrustations sont en plastique...

(1) Concert organisé par le Centre Culturel Egyptien. Entrée libre - Renseignements : Tél. 633 75 67.

(2) Premier 33 tours : *La Crue du Nil*. 1981 - Chez DOM

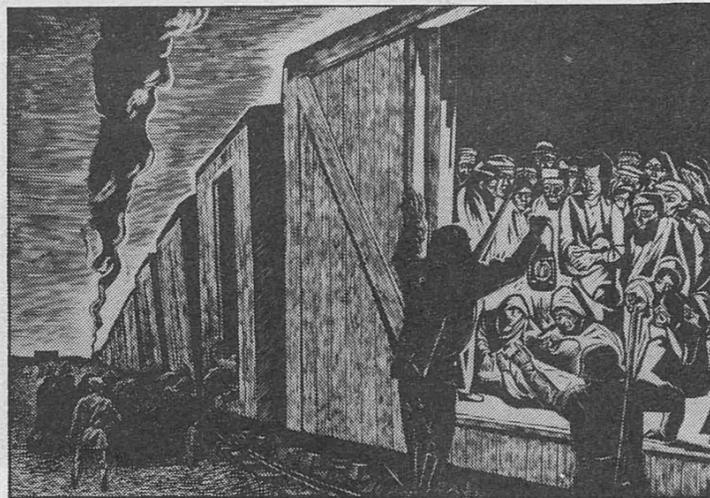
Deuxième 33 tours : *Les sables du Désert*. Janvier 1982 - chez Sonodisques

Julien Weiss



Le centre culturel du Mexique

Un point de rencontre Latino- Américain



Créé sur l'initiative de l'UNESCO, le centre culturel du Mexique, malgré de nombreuses activités, est assez peu connu en France. Son but : divulguer la culture Latino-Américaine en organisant des débats autour d'expositions ou d'écrivains. Par exemple, la sortie du livre de Carlos Fuentes, « *Une certaine parenté* » fera l'objet, début mars, d'une conférence, suivie d'un débat. Actuellement, le centre organise une exposition des gravures de Léopold Mendez (1902-1969), l'un des maîtres de la gravure mexicaine.

Artiste de veine populaire, fils d'un cordonnier et d'une indienne, Léopold Mendez considérait l'art comme le moyen d'une lutte politique : « *je lie mon oeuvre à la lutte sociale et comme ma principale arme... est mon oeuvre, je la prend très au sérieux et je fais tout pour l'ennoblir* » disait-il.

A travers l'oeuvre de Mendez, on peut suivre le combat du peuple mexicain dans ses épisodes les plus significatifs : La révolution, la réforme agraire, les luttes syndicales, et dans le domaine international, la lutte contre le fascisme, l'impérialisme américain, la bombe atomique.

L'une des préoccupations constantes de Léopold Mendez était de restituer l'art au peuple. D'où le choix d'un réalisme violent, le grossissement des effets et la férocité de la caricature.

Une symbolique brûlante et brutale des contrastes criants donnent à sa peinture un relief exceptionnel. Le choix de moyens techniques simples, comme la gravure sur linoléum, a en outre le mérite de permettre un très grand nombre de

tirages à un coût peu élevé. Léopold Mendez destinait son oeuvre à ce peuple dont il défendait la cause.

Artiste engagé, il décrit, par la netteté implacable de ses traits, les luttes sociales de son temps. Estimant que l'art avait une fonction révolutionnaire, il fonda, avec quelques amis, en 1934, la LEAR (Ligue des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires) et trois ans plus tard, « *El Taller de Gráfica Popular* », un atelier utilisant les ressources des arts plastiques pour participer aux luttes et aux revendications sociales.

Cet atelier, qui n'avait pas de projet esthétique, s'attachait à l'actualité immédiate et aux événements. Il eut un grand impact politique sur son temps.

Travaillant dans les écoles, les missions culturelles de la S.E.P. (Secrétariat à l'éducation Publique) et collaborant avec des cinéastes (Emilio Fernandez notamment), Mendez tenta toute sa vie de ne pas se couper de ses racines et de défendre une expression artistique puissante et non élitiste.

Le Centre Culturel du Mexique est ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h et le samedi de 12h à 18h.

On y trouve des cassettes, des disques et des films qui peuvent être prêtés aux associations, aux MJC ou aux Municipalités, ainsi qu'une bibliothèque ouverte au public.

Centre Culturel du Mexique
47 bis, av. Bosquet
75007 - PARIS -
Tél 555 79 15

FM

THEÂTRE

L'os de coeur

de Francis Huster au-Théâtre de la Gaité Montparnasse

Je n'aime pas ce qu'il fait, mais il le fait et, je crois bien, de tout son coeur. Malheureusement c'est inégal, décousu, sans intérêt. Le texte est faible et les situations souvent vulgaires. Il ne décolle peut-être qu'à la fin du spectacle, lorsqu'il fait justement et, uniquement son métier : celui de comédien.

Mais ce n'est qu'un thème, sur

une phrase, infiniment redite en changeant de façon, comme on le fait faire à tout élève comédien au tout début de son apprentissage.

En définitive, je n'aurai vu que deux hommes capables de tenir en haleine aussi longtemps qu'ils le souhaitent, un public en faisant un one man'show, l'un était René Simon lors des cours d'ensemble du lundi soir, l'autre mon marchand de journaux à toute heure de la journée.



Photo Momo - Notre reporter très spécial en pleine action à Londres

Mercredi 9 février, 21 heures... Uuf ! il me reste un film à gouacher, j'avertis « Mus », le roi de la maquette que je me « tire ». Farid n'arrête pas de me dire « on se casse ».

Heureusement pour moi, Amar est accroché au bigophone, il ne m'a pas vu partir... Le mercredi, le jour du bouclage, c'est toujours la galère. Je m'apprête à sortir, Said veut me coincer, avec lui on peut rester une plombée à se tenir le crachoir. Un coup de téléphone ouf ! c'est pour lui. On s'arrache en laissant les copains finir les derniers films.

Rue Blondel, avec son cortège de mateurs qui n'arrêtent pas de passer et de repasser avec un max de phantasmes dans leur tête et leurs mains dans leurs poches... Rue Saint-Denis, le décor est pareil, « la rue se déshabille comme une fille », les joueurs de tchick-tchick, devant leurs cartons sont à l'affût des pigeons, puis au bout du bout de la rue, changement de décor : les Halles, lieux de prédilection de la New Wave... « On va bouffer où ? »

« Tiens, si on allait au Conways, c'est un restau américain assez sympa »

Farid prend son plat favori un Tbone Steack, une énorme viande d'Argentine de 400 grammes, allez comprendre, Farid est mince, alors qu'il bouffe pour quatre. En ce qui me concerne, je prends toujours la même chose, un poulet à la sauce américaine et le même dessert, un vrai régal : un gâteau au chocolat avec de la crème blanche... Il manque dans cette galère du soir, le beau Akli qui je crois boucle aussi mais ailleurs... Rien à faire dans ce restau, une fille me mate et qui me dit « je vous ai vu quelque part ». Eh oui chez Polac, où je fus pas tellement brillant, enfin passons. On sort de ce restau « que fait-on ? » on va se boire un verre » On pousse la porte et on pénètre dans un monde de surréaliste le « Tribilum », le dernier bistrot à la mode.

On repère un endroit stratégique de façon à tout voir. « Ici on ne sert pas de café » nous dit Brigitte, la serveuse qui en sera de sa poche deux fois dans la soirée, des mecs qui l'ont blouzée. Elle nous sert vodka orange et whisky bien glacé... Et on mate, on mate dans cette atmosphère glauque où tout une faune bigarrée, le peuple de la

nuit se retrouve pour mille embrouilles, ligne de coke ou d'héro ou une nuit d'amour à en perdre la tête. Au bar, se retrouvent donc pédés, rockers, lesbiennes, dragueurs, etc... et ça parle... Mon regard est attiré par une allemande habillée dans un séroual très fendu sur les côtés, une véritable « jument », je me dis laisses-béton ce genre de fille... Je descends en direction les toilettes et je rencontre, plutôt j'aborde une fille, archi mignonne en lui disant :

- Tiens, c'est bizarre, tu ressembles à quelqu'un »

- A qui ?

- A ma concierge, mais plutôt à

Ton blaze, c'est quoi ?

- Djémila,

- Tu es arabe ?

- oui et toi ?

- Je m'appelle Mohamed.

- Ce n'est pas vrai que tu es un beur, très étonnée.

Je la présente à Farid, elle s'assoit avec nous et questionne Farid « toi aussi t'es un beur ? Farid, si fier de ses moustaches de kabyle comme feu son grand-père (Celui-ci je commence à bien le connaître depuis qu'il m'en parle sans cesse). Farid en est littéralement vexé, Djémila continue :

- Je vous ai pris pour des « feujis »

- Sommes-nous pas cousins ? lui répondit notre « radjla » du canard

- Tu ne connais pas d'arabe ?

- Si j'en connais, puisque je vis à Saint-Denis Basilique, mais les Beurs du coin, soit ils sont minets ou des ariérés, mais des arabes comme vous, je suis étonnée, je n'en connaissais pas.

- Mais c'est quoi des beurs comme nous ?

- Mais si des gens comme moi, des new-look et de plus on doit fréquenter les mêmes endroits, les Bains douches, le privilège et ce bistrot. Zamma comme si nous on allait souvent dans ce genre de lieux. Au loin je vois arriver une copine, je l'appelle, elle est accompagnée d'une fille et d'un mec. Je les invite à notre table et là tout se passe très vite. Djémila se lève « bon je vois que vous êtes accompagnés, je vais au « bain douche » j'en ai pour une heure, qu'est-ce que vous faites après ?

- Farid incapable de lui répondre, moi très occupé avec les nouveaux

Djémila et le Scaphandrier

arrivants, comme d'habitude je suis dispersé et bien entendu je « merde ».

Djémila disparaît, non sans avoir embrassé Farid, lui laissant deux marques rouges sur les joues et moi rien même pas un numéro de téléphone... Bip... Bip... l'abonné ne répond plus.

Attiré par la copine de ma copine, tu vois un peu le style (très lourd n'est pas, je laisse au soins de la claviste d'y répondre, ou au lecteur, mais ne soyez pas nombreux...)

Farid plonge dans un silence qui étonne les filles, « pourquoi tu ne parles pas » lui dit l'une d'entre elle « on a tenté de me couper la lamngue hier alors je suis prudent »... La discussion continue et j'apprends que les deux filles font du théâtre et que ce bistrot c'est aussi le quartier général d'artistes au chômage, je me retourne vers le mec qui me répond qu'il est scaphandrier...

J'aurais dû me taire, il n'a pas arrêté de jacter sur son espace marin, sur les pétroliers, les cargos, la marine marchande. Je ne comprenais pas, j'avais la tête embrouillée, il me pompait un max, quand il se mit à parler de ses phantasmes, d'ammener sa copine sur une plateforme en pleine mer dans le golfe (mais il y a un problème me dit-il :

« Avec toutes cette racaille d'arabes et de phillipins on ne peut rien faire ».

Il n'avait pas remarqué à qui il s'adressait, je le laissais continuer, Farid rongea son frein, son teint devint blafard.

Il tirait sur ses moustaches et l'autre abruti ne comprenait toujours rien, et il continuait à nous insulter et je ne savais pas comment m'en dépêtrer. Farid me glisse deux mots en arabe afin que l'autre comprenne mais toujours rien.

J'embraye sur un autre sujet afin d'éviter qu'une bagarre n'éclate sachant que Farid bouillait et devenait de plus en plus nerveux.

Djémila venait de s'engloutir à tout jamais... Où était-elle en ce moment ?, le coeur n'y était plus, alors on s'est cassé, laissant les deux filles et l'abruti.

On allait prendre le dernier métro, mais j'avais Djémila dans la tête et

- « si on allait dans cette fameuse boîte de nuit les Bains Douches »

- « on a plus une tune pour prendre un taxi »

- « Si il me reste cinq « queus », il faut que je retrouve cette fille.. »

Au Bain douche, comme un fou je cherche Djémila, mais rien la plupart des filles lui ressemblait à cause des mêmes fringues. Je remontais en surface, Farid m'attendait dehors faisant les cent pas, la clope au bec... « Alors » « Rien » Un taxi ! hep ! Barbès s'il vous plait !

Mohamed Nemmiche



Vus par Poira Cava

Conte de la folie ordinaire

de Marco Ferreri avec Ben Gazzara et Ornella Mutti

Inspiré du livre de Charles Bukowski : « Erections, ejaculations, exhibitions, and Général Tales of ordinary madness »

J'ai failli ne rien dire car le film est trop gros.

En fait, comme toujours, je n'en dirai guère plus. On a dit et écrit que Ferreri avait trahi l'oeuvre de Bukowski : et bien, c'est bien ; c'est ainsi que les choses doivent se faire. Dans le cas contraire c'est presque toujours une catastrophe. Mais pas toujours un film-catastrophe. Ecriture traditionnelle en écriture cinématographique, mes fesses. Parfois celles de l'actrice. Comem dans le film qui nous intéresse. Sans trahison, le bide, je vous dis. Aussi comme dans le film qui nous intéresse. Bien sûr, vous l'aviez compris, je pense au bide de Ben. Aussi à Ben qui bande.

Le pire, c'est lorsque ce sont les auteurs, les grands auteurs, les bons auteurs, les riches auteurs, qui se traduisent eux-mêmes sans se trahir : voyez Duras et Rope-Grillet. Dans leurs films on s'emmerde à mourir. C'est normal, ils savent s'exprimer avec le stylo ou la machine à écrire. Pas avec la caméra.

Mais ici c'est gagné. Ferreri est un traitre ; c'est pas étonnant c'est unrital, à la limite, Bukowski, il l'emmerde. Il fait autre chose, un film, son film, un très grand film mais, qui n'est pas tout à fait un film d'amour comme il l'a dit. Pourquoi ? Parce que sur les deux, il y en a un qui n'est pas mort. Et dans les films d'amour il faut que tous les deux meurent. Bien sûr ! Vous imaginez Juliette, à 63 ans, en train de faire des économies ? Ou Roméo prenant des pilules pour contre-carrer son andropose ? Non, je vous le dis, il faut qu'ils crèvent les cons qui s'aiment ; parce que s'amier, c'est tellement con que c'est beau à pleurer.

POur le reste je n'ai rien à dire. Parce que lorsqu'un film est bon, très bon, il se suffit à lui-même.

Deux filles au tapis

de Robert Aldrich avec Peter Falk et deux jolies catcheuses

Du film j'ai aimé les extérieurs, des filles les postérieurs

Mille milliards de dollars

d'Henri Verneuil, avec Patrick Dewaere, Michel Auclair, Caroline Sollier, Charles Denner, Annie Duperey, Jeanne Moreau, Mel Ferrere.

C'est un film bavard. Et le bavardage est mauvais. Parce que tout le film, Verneuil nous explique le film. On n'en sort plus. Décidément c'est une écriture et une conception cinématographique d'un autre âge et Henri Verneuil est un vieux con.

Vers le Sud :

Un voyage dans l'autre sens

Le film « Vers le Sud » qu'on a vu le printemps dernier en avant-première avec des habitants de la « Goutte d'Or » à Paris sort enfin en salle. Grâce, il faut le dire, au courage d'un petit diffuseur : Forum Distribution.

La sortie a été en effet plusieurs fois annoncée et non maintenue, faute de moyens pour assurer une programmation régulière à un film qui échappe aux grands circuits de production et de diffusion. Film néerlandais de Johan Van Der Keuken cinéaste indépendant, « Vers le Sud » prend une place majeure dans l'oeuvre de Keuken. Après le triptyque qui défile par un va et vient continu de l'image la (les) problématiques Nord-Sud, et après le « Maître et le géant » (film encore inédit) où est tentée une croissance salutaire de cette problématique, après ce long travail qui s'étale sur près de dix ans (c'est en 1972 que fut réalisé le premier volet du triptyque : « Diary »), « Vers le Sud » vient parachever l'exploration du thème par une sorte d'auto-progression.

« Multiplicité de la réalité, multiplicité des modes de vie, des bases historiques et des idées qui n'ont pas trouvé place chez des gens trop occupés à assurer leur simple subsistance », ainsi peut se résumer pour Keuken la problématique de base du rapport entre les différents mondes dans le monde et à l'intérieur de chaque monde. Rapport simple. Rapport complexe. Rapport mouvant et évolutif dont il y a à décomposer la progression.

« Vers le Sud » se présente donc à la manière d'une composition autonome où tous les instants existent d'abord pour eux-mêmes et qu'il faut investir totalement pour se trouver projeté dans ceux qui les supplantent. Car « il faut se méfier des images » disait Keuken.

Nous sommes au milieu de l'année 1980, le royaume néerlandais couronné, avec faste et éclat,

sa nouvelle reine, le voyage prend donc naissance avec cette fête/événement juste au départ du domicile, comme pour mieux marquer pour la suite la domesticité des lieux. Car encore immobile le cinéaste voyage dans sa tête. Le voilà qui fixe quelques lieux avant de s'engouffrer dans un squat. Un squat où l'émotion finit par arriver quand il fallait quitter les lieux. Juste à côté une centaine d'immigrés marocains en grève de la faim sont retranchés dans une église. Le moment est épique et la sérénité des lieux semble être affectée. Il se voit en intrus et on le lui signifie. Il a beau invoquer par des plans fixes les représentations angéliques sur les parois de l'église, rien n'y fait : l'austérité du moment est plus plastique que l'austérité des lieux et lui résiste. Et quand la caméra vient se poser sur le visage

d'un marocain en sommeil profond et tout de sérénité imprégnée, une impression aiguë de dérision nous pénètre avec ce sentiment de la vacuité de tout discours.

Le dialogue se noue quand-même au moment où il fallait débarasser le plancher. Superflu. L'histoire du voyage est déjà balancée à l'extérieur. Vaine tentative que celle qui consiste à marquer des configurations à l'espace !

Et le printemps qui éclate à la Goutte d'Or dans Paris, appartient-il à la zone dite tempérée, ou témoigne-t-il d'un micro-climat lui-même reflet d'une micro-société.

C'est Ali qui, par son vécu, se chargera de nous le faire découvrir. L'espace en fait n'est qu'une simple référence dans la vie des gens. Ali, dont l'errance à la Goutte d'Or se poursuit depuis que, il y a dix



ans, l'usine Simca de Poissy en a fait un invalide du travail, entreprend de nous restituer par son histoire le contenu de l'espace social. La caméra verse ensuite dans la Drôme avant de perdre pied dans les Alpes. En effet le cinéaste aimerait « ... pouvoir regarder normalement », mais le loup renfrogné du Nord qui le suivait des yeux lache son fléau sur l'autoroute et le désarticule par un fracas d'images. C'est Rome la bouche de la Vérité qui l'amortit avant de le plonger dans la Calabre où les traces insidieuses de la mafia annoncent le grand large : le Sud. Par un pays qui mange et boit grâce à une rivière : le Nil.

Tel est le périple « Vers le Sud ». Un voyage dans l'autre sens du courant migratoire actuel ; un voyage voulu quasi-expiatoroire où le cinéaste part en brulant ses vaisseaux. Armé d'une totale disponibilité et d'une caméra toute bride lachée, il va tisser un réseau d'images qui allaient « ... prendre forme de façon entièrement spontanée » où « on frôle l'arbitraire », car « tout le monde a quelque chose à dire ».

A.G.

Interview de Johan Van Der Keuken

Un cinéaste « Sans Frontière »

C'était au mois de juin. Johan Van Der Keuken était alors en tournage à Paris pour : La Route vers le Sud. Un rendez-vous dans un bistrot de Château-Rouge ; aux frontières du quartier Barbès/Goutte d'Or ...

SANS FRONTIERE : Il y a dans ton cinéma -comme tu le vis et pratiques- un grand souci de la complexité du réel, du côté implacable des choses.

JOHAN VAN DER KEUKEN : C'est le côté « sauvage » de mes films. Ce qui ne peut être « mis en boîte » par le système culturel. Cela correspond aussi à un certain isolement mais qui heureusement, peu à peu, se dissipe. Certains de mes films qui passaient pour « hermétiques » sont vus et perçus autrement aujourd'hui.

S.F. : Une avancée de films en films ? ...

J.V.D.K. : Tous les 3 ou 4 ans, il me semble remettre beaucoup de choses en question. Pour moi, il s'agit de ne pas hiérarchiser les moyens du documentaire et ceux du style. Il y a un cinéma qui cache ses moyens -qui « emballe » les gens dans une histoire -et un cinéma qui les montre ; sans nier pour autant un certain envoûtement de l'image. Je crois qu'il faut être assez clair sur le choix des moyens et créer simultanément quelque chose de vital, de viscéral.

S.F. : En s'impliquant comme tu le fais physiquement ? En tenant soi-même la caméra ?

J.V.D.K. : Ça c'est d'abord lié aux questions financières de production et de tournage de films à petits budgets. Mais, j'aime énormément ce travail de cameraman. C'est le moment où s'établit le contact direct avec les choses, avec ce qui se passe. Pourtant, avant chaque tournage, j'éprouve une très forte « résistance » ; presque un sen-

timent de ... nausée. Comment se sentir justifié ?

Pas d'autre argument que sa propre présence pour tenter de communiquer. Puis arrive le moment -physique et mental- où ça devient possible. On trouve le rythme, on sent la bonne « distance », le rapport « correct » aux choses et aux gens.

C'est un film qui traite encore des rapports Nord-Sud mais pas par juxtaposition puisque c'est un itinéraire, une trajectoire. Un film-tentative. Avec une écriture plus « directe » que les précédents. Un tournage rapide, trois mois de montage ; un budget assez serré pour un film d'environ 2h20.

S.F. : Dans tous tes films, tu pars -et parle aussi- de la Hollande. Mais tu est parallèlement un cinéaste sans nationalité ; on pourrait dire ... sans frontière.

J.V.D.K. : Je crois qu'il faut toujours souligner d'où l'on vient et ses appartenances. Je suis Hollandais ; ma culture est au carrefour du monde anglo-saxon et germanique. C'est finalement loin de l'esprit latin. Ici, à quelques centaines de kms, entre Amsterdam et Paris, il y a déjà d'assez grandes différences. Et c'est justement en marquant les « différences », en ne cherchant pas à les gommer, qu'on peut être un peu internationaliste. Avoir une multiplicité de « points de vue » sur la base même d'une reconnaissance des « différences ».

S.F. : Où est actuellement le cinéma d'intervention critique en Hollande ?

J.V.D.K. : Il y a, par exemple, à Amsterdam un collectif qui s'appelle *Le Journal de la Ville* et qui produit de petits films (en 16 mm et d'une durée moyenne de 15 minutes) sur un tas de sujets sociaux, sur : le travail, les immigrés, les femmes, ... Ces films sont programmés à travers tout le circuit « alternatif ». Il y a aussi un certain nombre de documentaristes indépendants.

S.F. : Et toi, tu te situes où ?

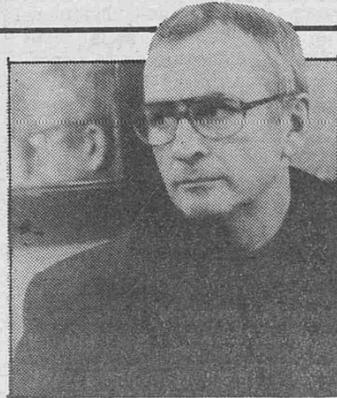
J.V.D.K. : Disons que, sur ce terrain des catégories, c'est « l'entre-deux » qui m'intéresse. Tout ce qui finalement problématise le cinéma dans son rapport réalité-fiction.

S.F. : Comment sont accueillis tes films par la gauche politique et syndicale en Hollande ?

J.V.D.K. : Mes films circulent mais je ne crois pas qu'ils puissent être « utilisés » par des groupes politiques. Il faut laisser tomber les discours préconçus. Et justement, le « terrorisme » culturel ne réside pas dans la recherche et l'expression de nouvelles relations entre les choses existantes, car cette « terreur » est déjà là, en nous ; avant les films. Parler, par exemple, de films « difficiles » c'est supposer un ordre naturel des choses et de la réalité. Pourtant, il n'y a jamais de « pureté » donnée.

S.F. : Revenons à ce moment de ton film. Ici, en France, à Paris dans ce quartier de la Goutte d'Or ...

J.V.D.K. : Il y a d'abord eu le



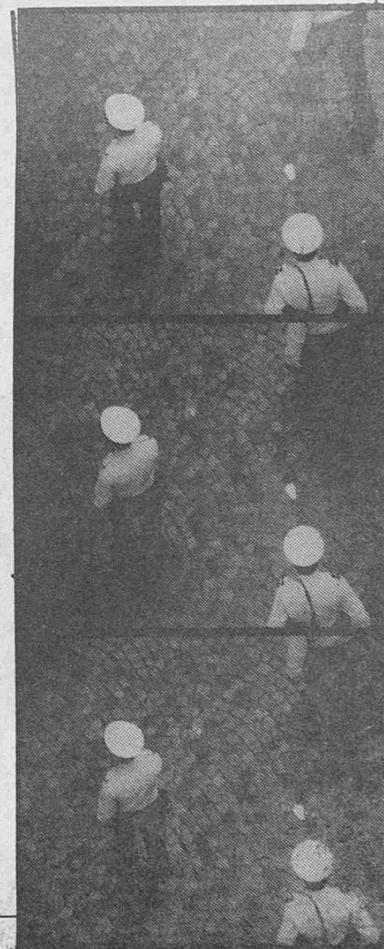
projet d'un film entièrement axé sur ce quartier. Mais, après le Maître et les Géants, j'ai senti qu'il me fallait continuer d'intégrer plusieurs niveaux de réalité. Le film fonctionne sur la rencontre géographique de plusieurs personnages. A la Goutte-d'Or, c'est la rencontre d'un algérien nommé Ali. Un accident en 69 alors qu'il travaillait aux presses chez Simca. Depuis, il continue d'avoir des troubles, vit avec des médicaments et mène -à sa manière- une lutte pour la reconnaissance de ses droits sociaux puisqu'il ne reçoit pas la même pension d'invalidité qu'un français. Apprenant seul la dactylographie et l'orthographe par correspondance, il tente de se faire entendre auprès des administrations. On se rend compte de l'inégalité de cette lutte solitaire et d'un exil dans la maladie, de l'éloignement d'une famille et d'un pays. Autour de cet isolement : la description de la Goutte d'Or avec la profonde vivacité de sa vie.

S.F. : Et comme toujours, ta façon de filmer est à la fois de proximité et de distance ...

J.V.D.K. : On ne restitue jamais « l'entier » d'une réalité. Il y a toujours sélection. Alors, il faut faire sentir qu'on a délibérément omis d'autres aspects de ce réel. Et cette « absence » devient aussi constitutive du film. C'est assez clair ça ? ...

Oui, Johan ... assez ... Il suffit d'ouvrir nos yeux dans la nuit noire du cinéma ; d'aller à notre tour ... Vers le Sud.

Propos recueillis par Jean-Jacques Pikon



sport

Rijvers entraînera-t-il le Cameroun ?

La Fédération néerlandaise de football s'oppose catégoriquement à un engagement temporaire de son entraîneur national Kees Rijvers par le Cameroun, a déclaré lundi à Zeist, le Secrétaire de la Fédération néerlandaise, M. Jan Huijbregts.

La Fédération de football du Cameroun avait demandé en janvier dernier à son homologue néerlandaise de libérer Rijvers pour une période de six mois afin qu'il prépare et accompagne l'équipe camerounaise en Espagne.

Les dirigeants néerlandais estiment que même le rôle de « superviseur » pendant le Mondial-compromis proposé par le Cameroun après un premier refus des néerlandais - prendra trop de temps à son entraîneur qui sera obligé alors d'effectuer plusieurs voyages au Cameroun.



Les Pays-Bas ont proposé deux autres entraîneurs francophones à la Fédération du Cameroun, Jan Zwartkruis, entraîneur de l'équipe néerlandaise au Mondial 1978, et Spitz Kohn, originaire de Luxembourg qui, pendant une longue période, a été l'entraîneur du FC Twente-Enschede.

Kees Rijvers, de son côté, estime que « la responsabilité d'une équipe au championnat du monde peut être bénéfique à sa tâche d'entraîneur de l'équipe néerlandaise ». Il semble vouloir proposer à nouveau à sa Fédération le rôle de « superviseur » pour le Cameroun,

a déclaré M. Huijbregts, qui a souligné toutefois que la Fédération néerlandaise ne reviendra pas sur sa décision.

Judovarich

Un français vainqueur au tournoi de Tbilissi ? C'est pas possible ! Et pourtant, la réalité est là. Guy Delvingt, deux fois vainqueur du tournoi de Paris s'en est allé damer le pion aux soviétiques chez eux. Et quel pion puisqu'en finale il a passé « Ippon » à Kalientiev qui n'est pas le premier venu. C'est le deuxième français à gagner à Tbilissi, après Jean-Luc Rougé, devenu maintenant directeur technique national. Cette performance de Delvingt confirme tout le bien que l'on pensait de ce judoka.

Et puis Tbilissi, où les soviétiques sont en surnombre dans chaque catégorie, et où l'arbitrage possède la réputation d'être pro-nationaliste et la pratique du judo très physique.

Guy a réussi un tournoi parfait. Il battait successivement l'Italien Cardarelli (koka), le redoutable polonais Pawlowski (Yuko), champion d'Europe de cette catégorie des moins de 65 kg, le Roumain Nicolae, avant de réussir l'exploit face à Kalientiev.

Delvingt marque ainsi un point important pour représenter la France aux prochains championnats d'Europe, car dans cette catégorie évolue un autre champion : Thierry Rey. Ces deux lascars nous promettent d'ailleurs, une belle partie de manivelles dès le 20 Mars aux championnats de France.

Pluie de dollars pour le Koweït

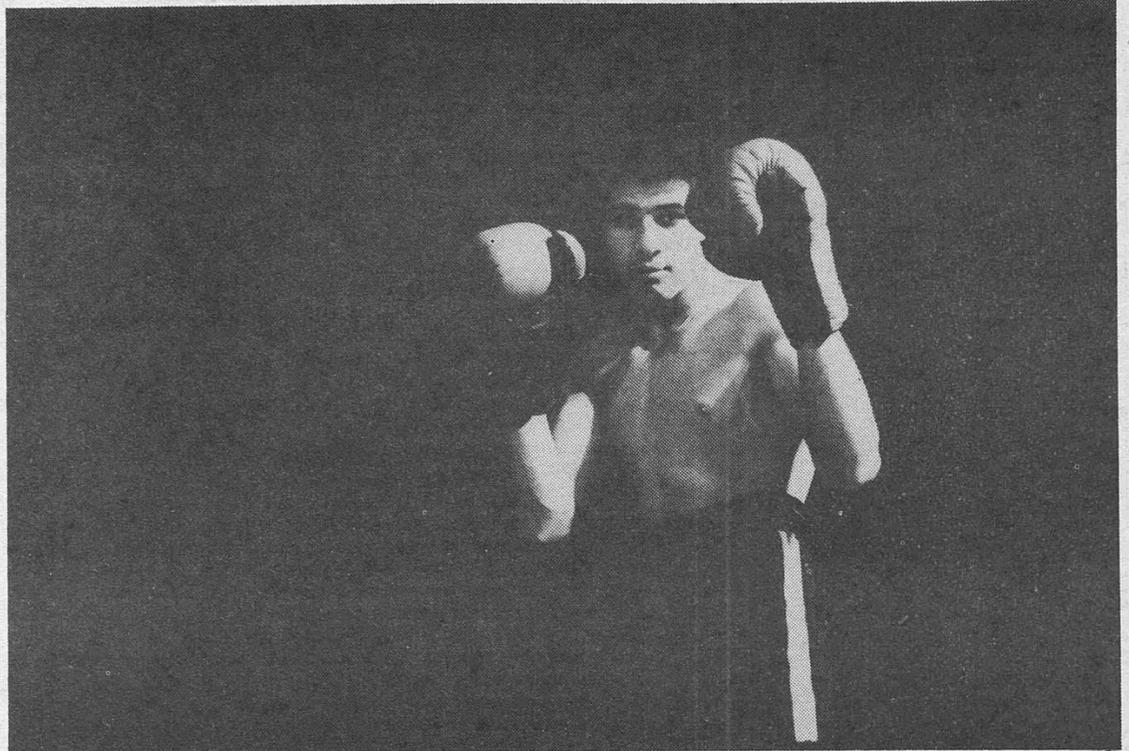
Le gouvernement Koweïtien a alloué 3,5 millions de dollars pour la préparation de l'équipe du Koweït, qualifiée pour la phase finale du championnat du monde, indique-t-on vendredi de sources sportives à Koweït.

La plus grande partie de cette somme sera consacrée aux tournées effectuées par l'Equipe Nationale koweïtienne dans différents pays, où elle disputera des rencontres amicales avec des formations étrangères en vue de se « familiariser » avec le football étranger et de s'entraîner.

Dans l'immédiat, le Koweït, qui se trouve dans le groupe 4, disputera deux rencontres amicales, les 22 et 24 à Koweït, contre l'équipe suédoise I.F.K. Goeteborg.



KICK BOXING, YOU KNOW ?



« Eh les copains, qu'est-ce qu'on fout ce soir, on se fait un cinoche ? »

- Ouah l'autre ! Laisse béton, j'ai une meilleure idée. y'a du kick à la Mutualité, on va y faire un saut ».

Faut dire qu'on était vendredi soir, et qu'on s'emmerdait sec dans cette banlieue mériquie. Alors on s'est tous arrachés direction la Mutu pour suivre une quinzaine de combats de Kick.

Le kick Boxing ? C'est un mélange de boxe, karaté, Savate ; un sport assez violent, encore méconnu en France, mais qui commence à prendre un essor, puisque l'on dénombre actuellement une trentaine de clubs.

Au Kick tous les coups sont permis : coups de genoux, de coudes, coups de pieds à la figure, à l'estomac, coups de tibias, oui de tibias, dans les muscles des cuisses, coups de savates dans les articulations, coups de talons dans les mollets et j'en passe.

A peine entré dans la salle où un ring avait été dressé devant la scène, je remarque la présence de Roger Paschy. Paschy, plusieurs fois champion de France et d'Europe de karaté, champion du monde par équipe avec les Valéra, Didier, Petitdemange, entraîne un club de kick boxing, le Yamatsuki (en japonais attaque avec les deux mains) situé rue Jean Vallès dans le 11^e arrondissement ; un des meilleurs clubs actuels avec celui de Gilles Belloni à Montreuil, haut lieu du baston. Paschy avait engagé plusieurs de ses protégés pour combattre à cette soirée. Je m'approche de lui, et constate à chaque fois que je le vois, qu'il ressemble à un autre champion des arts martiaux, hélas disparu, Bruce Lee. Je lui demande de m'affranchir sur le Kick.

« C'est de la boxe thaïlandaise où tous les coups font mal. Pour pratiquer, il faut une sacré robustesse physique.

Tu as donc tourné le dos au Karaté pour enseigner le Kick ?

- Non. J'enseigne toujours le Karaté dans mon club.

(Il serait bon de souligner que Paschy est 6^e dan dans cette discipline).

- As-tu personnellement « tiré » au Kick ?

- Je faisais encore parti de l'équipe de France de Karaté, que je m'initiais déjà à la boxe thaïlandaise. Je suis même allé à Bangkok, aux sources donc, pour tirer contre les meilleurs et me perfectionner au maximum.

A ce moment-là, un jeune combattant Laotien, le front ceint d'un bandeau de fil tressé, étreignant les deux perles porte-bonheur dans ses gants rouges, les poings posés sur les épaules de son manager qui le précède, fait son entrée sous les applaudissements d'une salle pleine à craquer de fans de ce nouveau sport. Il monte sur le ring, avance à petits pas en faisant jouer ses poings sur le rythme lent d'une musique d'extrême-Orient. Puis il s'agenouille et s'incline par trois fois la tête contre le tapis, comme pour une prière.

Ce jeune combattant remercie d'abord son maître de lui avoir appris cette forme de combat. Ensuite, il prie pour chasser les mauvais esprits du ring »

Son adversaire du soir, un jeune français court et blond, ne cesse de sautiller durant tout ce cérémonial. Il a hate d'en découdre, et toute cette mise en scène sur un ring où le baston lui seul est de rigueur, l'énerve. Enfin le gong résonne et le délivre pour ce premier round. Les deux combattants se tournent autour, comme deux chats qui s'observent, toujours sur le rythme de cette sacrée musique d'extrême-orient. Soudain c'est la ruée. Le français shoote dans la cuisse de son adversaire, comme on fait dans un ballon. Un son mat nous indique que son coup a porté. Il enchaîne des poings, mais l'autre esquive, se replace et d'un coup de pied rasant le fauche aux chevilles, en lui allongeant une droite à la figure. Le français, cueilli, s'écrase au sol mais se relève aussitôt. Les

coups repartent de plus belle. Un corps à corps s'ensuit, et c'est là comme me le souligne Paschy que tout le métier d'un pratiquant de kick ressort. Le laotien saisit son adversaire par le cou, s'y agrippe, et lui envoie une série de coups de genoux au ventre et dans les côtes, là où ça fait souffrir. Le français tente de se dégager en martelant son adversaire de coups de talons dans les mollets, mais en vain, car il ne devra son salut qu'au coup de gong qui annonce la fin de ce premier round. Ils regagnent leur coin, pour reprendre souffle et écouter les conseils de leurs managers. Le laotien ne s'assied même pas sur son tabouret, il sent son adversaire à sa portée et veut en finir au plus vite. C'est reparti, et toujours cette satanée musique faite surement pour exciter les deux combattants. Le laotien accompagne de la tête ce rythme ensoleil. Cette fois, c'est une véritable pluie de coups des deux côtés. Mais un coup de pied du laotien dans les côtes du français le stoppe net, et ce dernier s'écroule lourdement. Il ne relèvera pas !

Avant de quitter le ring, le laotien recommence son cérémonial, cette fois pour remercier les bons esprits de l'avoir protégé, et l'avoir aidé à vaincre. Son malheureux mais vaillant adversaire repartira sur les épaules de son manager, tant il était sonné.

Les autres combats de cette soirée atteignent tous la même intensité de violence, et après chaque rencontre, les adversaires se congratulent.

Avant de quitter, la salle, la voix du speaker nous annonce qu'en juin prochain, la sélection nationale thaïlandaise donnera la réplique à son homologue française. Un spectacle à ne pas rater.

Dans le métro, encore abruti par la violence des combats de cette soirée, un copain me sort de ma léthargie :

« Tu sais, niveau baston devant mes-mecs-là, il vaut mieux s'appliquer.

- Tu m'étonnes.

sorties

MUSIK

BEAUGRENELLE : à la Bibliothèque-discothèque, 36-40, rue Emeriau, 75015 Paris.

Samedi 20 février à 16 h : Musique du Kurdistan, avec **Temo le Barde**

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris.

Jusqu'au 26 : Jean-Pierre Loubier (piano) et François Guizerix et d'autres dont Satie à 19h45.

Thierry Mathias (flûte) et Martine Gagnepain (piano), intégrales flûte et clavier de Bach, Mozart, Roussel et Martinu à 21 H, Jean-Luc Salmon, chansons à 22 h 30

THEATRE DE LA VILLE : Place du Chatelet.

Jusqu'au 27 février : **Inti Illimani**, groupe remarquable de musiciens chiliens qui apportent une autre dimension à la musique traditionnelle andine.

DUNOIS : 28 rue Dunois, 75013 Paris

Dimanche 21 à 20h30 : **Bekummernis** big band

Du lundi 22 au 27 : grandes soirées big band avec **Polygruel bib** band de L. Cokelaere et **Lumière Big band** de L. Cuny

THEATRE

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers, 75020 Paris *jusqu'au 28* : **Entre Soleil et boutou**, poésie musique, mise en scène par Marie-Line Ampigny et Michèle Césaire. Poèmes de Guillen, Césaire et Hikmet.]

INTERCLUB 17 : 47 rue de Saussure, 75017 Paris *Les 24, 25, 26, 27 février à 21 H et le 28 à 15 H* : **Poésie Thérapie**, présenté par le Collectif Interclub.

CRETEIL : A la Maison des Arts André Malreaux, Place Salvador Allende 94000 Créteil, Khamsa présente le *dimanche 28 février* : **l'arabesque à voir et à entendre**. Le Khamsa est un signe traditionnel : la paume ouverte, symbole d'accueil, d'écoute et de respect... Un spectacle créé par Guy Jacquet

CENTRE YOUGOSLAVE : 123 rue St. Martin. 75004 Paris

Vendredi 26 à 20 H : un monodrame : **Cegovic**. Peter Bozovic, artiste de « l'atelier 212 », de Belgrade, interprétera le monodrame contemporain Cegovic, dont l'auteur est M. Uskokovic. Il s'agit des aventures d'un jeune homme qui quitte son village natal du Montenegro pour une grande ville afin d'y faire ses études.

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre-Dame des Champs.

Théâtre noir : **Yerma**, de Lorca. Dernière le 20. C'est à 18h30

Un amour de théâtre de Alain Sachs à 20h30 **Show devant** avec Sylvie Joly à 22h15

Théâtre rouge : **Don Quichotte** à 18h30

Le combat de la mouche, à 22h15. Dernière le 20.

Petite salle : **Parlons français** de Ionesco.



Théâtre « Sans-Noms » « Il était une fois si Hamed » où théâtre de la Maison des Amandiers à Ménilmontant - 75020 Paris.

Le 24 février à 20h30
LES 25 et 26 à 20h30

Noura - Kamal Hamadi
Le 21 février à 15h au Théâtre d'Issy les Moulineaux.

25, Av. Victor Cresson
Métro Mairie d'Issy

CINE

ESPAGNE : Le groupe anarchiste de Noyon organise le 19 février à Compiègne (Maison des syndicats) à 20h30, le montage audio-visuel « **Espagne 36** ». Ce montage retrace les réalisations constructives de la révolution autogestionnaire menée par le peuple espagnol en 1936.

GOUTTE D'OR : 10 rue Afre, 75018 Paris.

Un film tous les dimanches.
Dimanche 21 : « 2 » de Costa Gravas

Dimanche 28 février : **Soleil O** de Med Hondo

Dimanche 7 mars : **Les déracinés** de Beni Nendel. Les anciens nomades vers 1880 en Algérie

Dimanche 14 mars : **Les mille et une nuits** de Souheil Ben Barka.

Le Comité Culturel et Langues d'Origines. 47, rue de Saussure 75017 - Métro Villiers.

Film-débat le 27/2/82 à 19h30

« **Omar Gatleto** » film Algérien.

MEETINGS

LA PRESSE ET LES IMMIGRES : La Cimade, le CLAP et Intervice migrants organise du lundi 15 au samedi 20 février, une semaine. Au programme des expositions, des débats et des bandes vidéo. Un reportage « **Sans Frontière** » le regard de l'autre. Ce reportage se veut le témoignage d'une réalité, le journal « **Sans Frontière** », le discours à plusieurs voix de personnes singulières, questionnant la réalité française d'aujourd'hui, leur réalité. Cela se passe à Espace 4, au Forum des Halles.

CHILI : à la Maison de l'Etranger, à Marseille

Les Arpilleras : des femmes chiliennes brodent leur vie et leurs luttes. 16 rue Zattara, jusqu'au 28 février, de 9 h à 18h.

BRESIL : Le centre culturel latino-américain, présente une expo, *jusqu'au 3 Mars* du peintre et graphiste brésilien **Renato Da Silvera**. C'est au 6 rue Des Fossés-ST.Marcel, 75005 Paris.

ALGERIE : A la bibliothèque Pablo Neruda, 24 rue Beranger, métro Plateau de Vanves, à Malakoff, une expo se tiendra avec des peintres et des sculpteurs : Mohamed Aksouk, Mohand Amar, Boualem Bencheikh, Abderahmane Bouhadeh, Rachid Khimouh et Abdelkader Rifi

MEXIQUE : au centre Culturel du Mexique, 47 ave Bosquet, 75007. A partir du 18 : gravures de **Leopold Mendez**, artiste d'un peuple en lutte. Mendez est un des fondateurs de El Taller de grafica popular. (Atelier graphique populaire) dont le but est d'appliquer les ressources des arts plastiques et concrètement de la gravure aux luttes sociales et de ratifier les aspirations du peuple mexicain.

SALVADOR : 6 heures pour le Salvador se dérouleront le vendredi 19 février à partir de 19 heures à la salle Saint-Georges, ave de la Corse, Marseille. Avec un représentant du FDR, le groupe « **Los Caïmanes** », le chanteur salvadorien José Armijo.

ANTILLES : Le Yuro Théâtre organise à la Courneuve une grande fête antillaise au 23 ave du Général Leclerc, 93120 La Courneuve (tél. 838 39 69). Cette fête sera animée par les groupes antillais Zoukers et Ibisus. Il y aura de la musique, de la danse, de la bouffe et du punch, le samedi 27 février à 10h30.

MAROC : L'association des travailleurs marocains en France, organise une grande fête culturelle le dimanche 28 février à partir de 15 heures au Théâtre Ruteboeuf, 16-18 allée Gambetta, Clichy. Au programme : chansons berbères et arabes et participation de la troupe marocaine de Bruxelles « **Ahl-Al-Hijra** » et la troupe de l'AMF « **Ya-Ya** ».

APPEL AUX PARENTS ARABES : Savez-vous que, sur 500 000 enfants arabes, seulement 30 000 suivent des cours d'arabe ? C'est vraiment ridicule ! Pourtant, nous sommes plus de 2 000 000 d'arabes ; c'est la

deuxième langue, après le français !

En tant que parents, nous avons le devoir de préparer l'avenir de nos enfants, aujourd'hui en difficultés à l'école, dans le quartier, pour apprendre un métier ou trouver un emploi.

Nous invitons tous les parents arabes à venir à la réunion pour discuter de nos problèmes : *dimanche 21 février 1982, de 15 h à 17 h*, au Relais, 85 bis rue Ménilmontant, 75020 Paris. Téléphone : 797 00 85 métro : Ménilmontant.

Pour tous renseignements : M. Rahim : 585 67 21 (mardi et jeudi) et M. Khemais : 805 62 03

siège social : 9, rue Guillaume-Bertrand, 75011 **ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAROCAINS EN FRANCE** : *But de l'association* : aider les travailleurs Marocains dans leurs différentes démarches administratives (sécurité sociale, préfecture, consulats) à rédiger et traduire différents documents, à organiser des manifestations culturelles et artistiques et des colonies de vacances pour les enfants. En un mot, à les aider dans leur vie quotidienne. Nous sommes a-politiques, nous nous refusons toute activité politique.

Nous organisons une fête le 20 février à 14 H à la Bourse du Travail.

Adresse : 140 rue Marius AUFAN, Levallois Perret. 92300 Métro Levallois

ANNONCES

Simca 1100 bras de suspension, arrière à refaire, moteur rénové. A vendre 1000 F. Tél : 950 48 79 Après-midi.

Jeune condamné à 4 ans de prison, cherche dans les délais les plus brefs, tout soutien juridique, matériel (travaux et hébergement) et moral pour éviter l'expulsion à sa libération (dans les 48 heures qui suivent). C'est un garçon gentil, intelligent, travailleur très habile et beau de surcroît ! Son métier est ferrailleur. Il parle et écrit le français et l'anglais. Pour tout contact, joindre M. Randolet (8. 328 93 21 hdb, poste 489, 82 rue de Villiers, 54500 Vandoeuvre ou sa soeur, Mme Edery, tél. 203 61 36, 10 rue de l'Evangile, 75018 Paris.

ALGERIEN : Jeune Algérien, 26 ans, en fin de peine (1 an), cherche travail et hébergement en restauration de préférence. I parle et écrit le français. Pour toute proposition, lui écrire : Benali Nouredine, 105589 - Bt D5 - M33-7 ave des Peupliers.

26 ans : diplôme de professeur en poche, je me retrouve en taule pour un an encore. Si vous pouvez m'aider à envisager l'avenir autrement qu'en noir, écrivez-moi. J'ai fumé du hash et voilé. Qui que vous soyez, si vous avez quelque suggestion pour me tirer de là, me permettre de sortir en conditionnelle, me remonter le moral, m'aider matériellement, j'attends votre courrier. Ouchir Chérif. 205 169-C 108 642 rue de la Santé, 75674 Paris Cédex 14

CORRESPONDANTS : Je voudrais des adresses parlant le français pour pouvoir correspondre et échanger divers points de vue. Je suis Algérien, originaire de Kabylie, 35 ans, veuf, technicien paramédical. M. Alouane Chabane, Taguemont-Azzouz, Béni-Douala, Tizi-Ouzou, Algérie.

CORRESPONDANTES. Je voudrais correspondre avec des jeunes filles de tout âge parlant français. J'aime la musique, le sport, la natation, les voyages et j'ai 24 ans. Ferrache Youcef, village Ait Bouali, Beni-Douala, Tizi-Ouzou, Algérie.

Cherche 2 pièces ou grand studio entre Versailles et Paris, Loyer env. 1300 F Charges comprises. Tél : 950 48 79 Après-midi

Cherche Télé, pas trop chère, ou gratuite. Tél : 278 44 78: Demander Abdel.

JEUX ET MOTS CROISES

Par Hartman

Solution grille n° 38

1	S	O	C	I	A	L	I	S	E	R									
2	O	U	R	D	I	E		I	R	E									
3	G	R	I	E		N	E	S		E									
4	L	S	E		P	A	R	M	E										
5	A	E	T	A		R	O	N	D										
6	L	A		E	T	R	A	N	G	E									
7	I	N	C	R	E	E		D	E	S									
8	S	T	E		L	A	I	L	E										
9	M	A	R	T	I	A	L		S	R									
10	E	N	F	A	N	T	I	N		T									

Grille n° 39

1																			
2																			
3																			
4																			
5																			
6																			
7																			
8																			
9																			
10																			

HORIZONTALEMENT :

1. Se porte sous le bur-nous.
2. Port de Mauritanie.
3. Métal - Détérioré.
4. Paria - Architecte écossais.
5. Agent de ren-seignement. - Partie de charrie.
6. Epreuve. - Césium.
7. Aride. - Fêla.
8. Fileter.
9. Oiseau. - Relâche.
10. Région du Maghreb. - Tamis.

VERTICALEMENT :

1. Petit génie. - Fosse.
2. Conjugaison Grecque. - Conjonction.
3. D'vêtu. - Fantôme.
4. Niais. - Rivière de France.
5. Poème. - Ravir.
6. Lancier Allemand. - Palpa.
7. Capitale étrangère. - Espace clos.
8. Dynastie de califes arabes.
9. Arbre. - Enrôla.
10. Décime. - Projecteurs.

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

* Sur justificatif

Abonnement Règlement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.

De la part de votre journal...

Une grande et belle lettre. Si nous décidons de la publier en dernière page, c'est d'abord pour « accorder » la même place pour l'essai « incriminé » de notre collaborateur José Guerrero, publié dans le numéro 40 de S.F.

Il y a cependant un point, sur lequel nous devons une excuse. Les photos publiées avec le texte auraient dû être accompagnées d'une légende. « Mort aux pédés » n'est évidemment pas une affirmation que nous reprenons à notre compte, mais une triste réalité que nous avons reproduite. Une réalité raciste cela était évident pour nous. Mais cela l'aurait été encore plus, en le disant dans une petite légende. Nous avons choisi de publier des extraits importants de la lettre de Philippe, afin que le débat continue et se poursuive, contre toute forme de racisme...

Je prends connaissance de votre journal par son n° 40 que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres parce qu'un ami me l'a fait expédier.

J'ai commencé sa lecture en survolant les titres au fur et à mesure que je tournais les pages et pour voir quels articles pouvaient m'apporter des informations nouvelles ou la réflexion...

...Et puis j'ai lu ensuite votre dossier sur « ce continent embastillé » qu'est l'Afrique.

J'aurai pu trouver là une réponse à la question de la responsabilité, en matière de délinquance, des sociétés source d'immigration. Je ne l'ai trouvé que partiellement et dans la mesure où, cette réponse, je la possède de façon embryonnaire. En effet, le totalitarisme de ces sociétés - et de la société traditionnelle elle-même qui n'est pas le paradis que certains clament - ne me paraissent pas étrangers au problème. Mais développer mes vues en la matière m'entraînerait trop loin.

J'ai lu ce dossier cependant avec le souci de voir ce que votre journal donnait comme information sur les atteintes aux droits de l'homme dont vos éditorialistes Khammar El Yazami et Maria Mouen se faisaient, par leur article, les garants.

Ayant séjourné un an en Côte d'Ivoire jusqu'en novembre dernier et pour des raisons professionnelles, j'ai donc surtout cherché à vérifier les informations produites par votre journal en les confrontant à celles recueillies sur place à propos de la Guinée et de la Côte d'Ivoire.

Or, les quelques lignes que vous consacrez m'ont paru pour le moins objectives. Peut-être cependant y a-t-il eu, cette année, plus de 46 personnes tuées dans les cellules ivoiriennes. Notamment s'ajoutaient des ressortissants voltaïques aux Ghanéens qui ont succombé. 200 personnes avaient été entassées dans la dite cellule. Et il est toujours difficile, ensuite, de dénombrer exactement les disparus. Mais tout cela est vrai.

Peut-être aurait-il fallu mettre en cause le sentiment xénophobe qui se développe chez les ivoiriens sous la pression du flux migratoire de voltaïques, maliens et ghanéens. Xénophobie, comme on le voit, entretenue par les pouvoirs publics qui, là-bas aussi, font, particulièrement des voltaïques, des délinquants en puissance. Les voltaïques, surexploités en Côte d'Ivoire y sont aussi les mal-aimés du pays...

... Votre journal commençait donc à m'intéresser et j'envisageais même de m'y abonner, notamment en reprenant connaissance avec les pages 4 et 5 préalablement survolées et réservées au « Social ». Et brusquement ce fut le choc lorsque je refermai le journal. Cet article « L'enfer du décor », écrit de la plume de José Guerrero remit tout en cause.

J'avais tout de suite les cartes : je suis homosexuel et je ne puis laisser passer une énormité pareille de la part d'un journal dont je commençais à me sentir proche !

Si, depuis la salle de spectacle José Guerrero parle de « L'enfer du décor », je parlerai, pour ma part de l'intérieur des coulisses !

Bien sûr ce que décrit José Guerrero, et la parole qu'il donne à certains émigrés qui se livrent à la prostitution pour survivre sont

authentiques. Mais doit-on, pour autant, cautionner de la sorte cet abominable slogan : « Mort aux pédés ! » ?

Bien sûr, ce rapport de prostitution est abominable. Mais ce qui est déplorable, inacceptable dans cet article c'est l'assimilation de l'homosexualité - de la sexualité - devrais-je même dire - à cette seule dimension !...

... Que les homosexuels - à commencer par moi-même - ne sont pas des individus « brillants et rebusés », je vous le concède. Mais que l'on continue de donner des homosexuels - et, plus grave encore, de l'homosexualité, c'est-à-dire aussi, de la sexualité tout court - cette image de bassesse et de lâcheté est impardonnable parce que lourd de conséquences politiques.

L'on sait ce que produit la moralisation des moeurs en Iran ! Ce qu'elle a produit en Chine ou en Occident sous la botte fasciste.

Et puis, cette assimilation de l'homosexuel à l'autochtone dépravé, sordide, opposé aux jeunes gaillards émigrés et bons baiseurs qui finissent par bander comme le chien de Pavlov bave... C'est vraiment trop !

Je dis haut et fort que Monsieur José Guerrero est un assassin qui s'ignore non par ce qu'il dit - qui est également vrai - mais par ce qu'il omet de dire ne sachant peut-être pas de quoi il parle.

Il s'agit d'un meurtrier de la pire espèce. Il est de ceux qui font tuer par personnes interposées et restent les mains blanches et la conscience tranquille parce qu'ils mentent par omission.

Pour rétablir sinon les faits du moins le droit de vivre, je voudrais rappeler plusieurs choses :

1) - Que ceux qui partent de leurs pays pour vivre leur homosexualité existent aussi. Je ne parle pas des européens qui bientôt auront fait plusieurs fois le tour du monde à la poursuite de leurs chimères. Je parle d'Africains. J'en ai connu en Côte d'Ivoire plusieurs qui sont ainsi partis en France puis, plus solides, sont revenus dans leurs pays ; des Ghanéens aussi qui s'approprièrent précisément à le faire mais qui déjà avaient quitté leur pays pour rejoindre la Côte d'Ivoire et fuir les questions de plus en plus précises de leur entourage sur leur célibat. Et ce ne sont pas forcément des étudiants ou des cadres !

Mon racisme d'alors

Si je n'en ai pas rencontrés alors que j'étais encore en France c'est aussi, parce qu'avant ce séjour en Afrique, je me refusais à tout rapport de prostitution et mon racisme consistait précisément à penser que seul ce genre de rapport était possible avec les immigrés du Tiers-Monde, et donc, sexuellement, ceux-ci n'existaient pas pour moi. J'en doute actuellement.

2) - Je rappellerais aussi que l'Islam est un grand producteur d'homosexualités et plus encore de pédérastie ; les mineurs musulmans en savent quelque chose. Le sordide qui s'abat sur l'Europe sous la plume de José Guerrero pourrait fort bien rejaillir aussi sur l'Afrique du Nord notamment !

3) - Enfin, les immigrés qui se livrent à l'homosexualité par prostitution ou par plaisir ne sont pas forcément les baiseurs virils, faiseurs de guerres et amateurs de massacres - heureusement - que cet article présente. Certains aiment particulièrement se faire « baiser »... pour reprendre vos termes ! L'immigré n'est pas forcément tout beau tout rose ! Il peut aussi être homosexuel !

4) - L'homosexualité, aussi ambiguë qu'elle soit, aussi négative, n'est pas forcément une misère sexuelle. Elle peut-être un choix, si ce mot a encore quelque sens. Un choix précisément dans la lutte qui existe entre les sexes au sein de ce rapport de domination, de cette politique qui passe, aussi dans la sexualité.

Le rapport de « baise » n'est précisément pas mon fort tant que cette relation de dominant-dominé n'est pas maîtrisée. J'ai la faiblesse de croire que dans les circonstances présentes cette relation entre homme et femme - du moins en ce qui me concerne - est insurmontable. Je n'accepte pas la position de dominée de la femme, parce que je refuse celle de dominateur. Je refuse - ou du moins cherche à combattre - là aussi, la servitude.

Mais peut-être ne savez vous pas faire de votre vie quotidienne un acte politique ? Peut-être ne vous engagez-vous dans le combat pour la défense du « faible et de l'opprimé » que pour gagner un jour quelque portefeuille ministériel. On en a vu ! Vous en connaissez de ces opportunistes !

Il est vrai aussi que cette remise en cause des rapports entre homme et femme est loin d'être acquise sur les continents tiers. Les Africaines en savent quelque chose, et l'Islam est, à ce niveau, on ne peut plus explicite !...

5) - Ainsi, la « gente homosexuelle et la faune qui s'y rattache » - pour reprendre les « beaux mots » éculés de José Guerrero, ne tournent pas toutes « inlassablement autour du parking ».

Les pédés ne partent pas tous « en se frottant les cuisses, grisés par le spectacle d'une presque mise à mort » comme le laisse supposer l'auteur de cet article.

Il y a quelques temps, un homosexuel, venant en défendre un autre, un soir, aux jardins des Tuileries, s'est fait tuer par les

Rapport de prostitution

agresseurs de celui à qui il portait secours. Il ne s'agissait pas d'une presque mise à mort cette fois ! J'espère que Monsieur Guerrero n'en aura pas d'autres sur la conscience pour avoir ainsi si unilatéralement justifié les agresseurs et les « baiseurs » de tout poil et de toutes couleurs sous le seul prétexte qu'il leur faut, comme à tout le monde, de l'argent pour vivre !

L'homosexualité peut aussi être recherchée, dans l'affectif, d'une solidarité politique plus profonde. Que cela ne soit pas courant est évident. Mais que cela soit une tendance des temps actuels est également un fait. L'on aurait tort de négliger cet aspect de la « chose » lorsqu'on se veut « progressiste ».

De la part de votre journal un tel article est d'autant plus inexcusable que ces rapports de prostitution, dont on ne montre précisément que « l'enfer » pour justifier les crimes, sont chastements couverts d'un voile opaque lorsqu'il s'agit de la prostitution féminine...

Les « nanas » ! Quelle pudeur cette fois pour parler des cadences infernales que connaît la prostitution féminine du fait précisément de la misère sexuelle des immigrés ! Il y a des filles marquées jusqu'au cou qui se trouvent ainsi contraintes de faire jusqu'à cent passes dans la journée ! Il importait de ne pas lever le voile d'une

prostitution pour le rabattre sur l'autre et renforcer ainsi ce qui a toujours été le principe des fascismes et autre Etats forts : la puissance virile, la violence dans les rapports sexuels ; ce qui se traduit par ces slogans trop connus : « Morts aux pédés », « Sale race de pédés » que l'on retrouve sans la plus me de José Guerrero sans critique explicite.

Homosexuel et engagé

Je tiens à préciser aussi que l'on peut être homosexuel et engagé politiquement ; ne pas être la lope que tous les pouvoirs réactionnaire voudraient nous voir jouer.

Gramsci était homosexuel. On peut ne pas être d'accord avec la politique qu'il développa au Parti Communiste Italien. On ne peut l'accuser de ne pas s'être battu politiquement, de ne s'être pas engagé.

Pour ma part, je combats l'arbitraire psychiatrique qui, selon moi, représente en Occident, le plus grand danger d'asservissement des masses et de maintien des pouvoirs totalitaires de l'Etat, voire de son extension. Je me suis donc personnellement engagé pour faire sortir d'hôpitaux psychiatriques plus d'une douzaine de personnes qui y étaient enfermées, notamment des immigrés. Car vous ne le savez peut-être pas, mais les hôpitaux psychiatriques français regorgent d'immigrés internés. Ils représentent 80 % de la population asilaire ! Vous feriez bien d'y faire un tour car il n'y a pas qu'en Afrique Noire, en Amérique Latine et en Russie ou en Chine que l'arbitraire règne et que la liberté est supprimée sans jugement.

En France, les préfets, internent en application d'une vieille loi datant du roi Louis Philippe. Celle du 30 juin 1938.

toujours en application. Il y a ainsi plusieurs milliers d'internements d'office décidés par les préfets, chaque année. Et plusieurs milliers d'arabes, de noirs, de portugais, d'espagnols sont ainsi enfermés dans les hôpitaux psychiatriques français sans qu'aucun juge n'ai eu à statuer.

Demain encore, je vais aider un camarade portugais, rassurez-vous il n'y a rien entre nous ! car il faut que vous sachiez aussi qu'un homosexuel ne bande pas devant tous les mâles virils ou effeminés. Il en est de l'homosexualité. Le sexe seul ne suffit pas. Même si les femmes le savent souvent davantage que les hommes, l'homosexuel le sait peut-être plus qu'un hétérosexuel. Je vais donc aider un camarade portugais pour la plainte qu'il a déposée avec l'appui du groupe auquel j'appartiens et qui met en cause un préfet, un maire et divers médecins et qui devrait avoir l'appui de la section syndicale d'entreprise où ce camarade travaille...

... Il est dommage que sur ce problème de l'homosexualité qui touche énormément - et pour diverses raisons - les populations immigrées dans les pays « développés », votre journal n'ait su qu'enfoncer à la masse et au marteau pilon les idées reçues d'avant le 10 mai !

Telles sont les raisons qui font que je ne puis m'abonner à votre journal - à moins que vous ayez des précisions à me donner qui modifieraient la compréhension que j'ai eu de l'article de votre collaborateur.

Pour les raisons évoquées plus haut, vous comprendrez que je ne sois pas convaincu de votre bonne foi et que je veuille donc préserver un anonymat relatif afin d'éviter la descente, chez moi, de fiers à bras musclés récemment débarqués et contents de casser du « blanc et du pédé » assurés de votre compréhension et de votre assentiment. Mais vous pouvez toujours me répondre par l'intermédiaire du :

Groupes information asiles
158, rue Legendre Paris 17^e En précisant : « A l'attention de Philippe »